

## La revue catholique des idées et des faits

La démocratie et la Suisse  
 Le projet de la personnification civile de l'Université catholique  
 de Louvain en 1841-1842  
 Les élections allemandes  
 Le secret de Léon Bloy  
 Le rôle des sciences expérimentales dans l'enseignement secondaire  
 Autour de 1830  
 L'amitié de France

Comte Gonzague de Reynold

A. De Ridder  
 Hilaire Belloc  
 Paul Jury  
 J. Tillieux  
 Alfred-Olivier Leclercq  
 Jean Maxence

Les idées et les faits : Chronique des idées : La crise de l'adolescence, Mgr J. Schyrgens. — France. — Tchécoslovaquie.

# La démocratie et la Suisse<sup>(1)</sup>

Ce livre dont vous m'appelez à vous entretenir, *La Démocratie et la Suisse*, semble avoir eu jusqu'à présent le destin, assez commun en vérité, d'être fort mal compris. Je laisse de côté, cela va sans dire, les injures dont il fut, paraît-il, couvert, dans une partée de la presse politique. Je dis : « paraît-il », car j'ai l'habitude, bonne ou mauvaise, de ne guère lire les journaux et de ne jamais répondre lorsque l'on m'attaque. Cette attitude me permet d'être sans rancune, tout en me laissant avancer dans la voie que je me suis prescrit de suivre. Or l'idée de cet ouvrage remonte assez haut : elle remonte au temps de la *Voile latine*. Si vous êtes assez curieux pour feuilleter cette revue de jeunes devenus aujourd'hui presque vieux, vous découvrirez dans le fascicule de novembre 1910 une étude intitulée « Confédération suisse ou république helvétique », et ce titre résume toute la thèse que je viens de soutenir. En outre, les lecteurs des *Cités et Pays suisses*, de la *Suisse une et diverse* ou de la *Cité sur la Montagne*, s'il en est parmi vous, ont sans doute constaté, car cela saute aux yeux, que tout ce que j'ai dit d'essentiel est déjà développé dans ces ouvrages antérieurs. C'est un point sur quoi je tenais dès l'abord à fixer votre attention, car il a pour moi beaucoup d'importance, puisqu'il marque une certaine continuité dans une pensée et dans une œuvre.

Mais pourquoi ce livre sur la démocratie et la Suisse a-t-il été mal compris? En déterminer les raisons, c'est excuser pleinement tous mes adversaires. D'abord, pour une raison digne de feu La Palisse, c'est que l'ouvrage est écrit en français, dans un français assez difficile, avec des nuances assez subtiles, mais en même temps un vocabulaire assez précis; or mes critiques les plus violents se sont jusqu'à présent rencontrés en Suisse allemande, parmi les maîtres d'école, les journalistes et les politiciens; comment donc ne pas comprendre les contre-sens qu'ils ont commis? Ensuite, parce que le fond de ce livre est une philosophie dont il faut connaître l'architecture et la terminologie. Enfin, parce qu'il exige encore, tout de même, des connaissances historiques en des domaines où précisément les conceptions habituelles, celles qu'on trouve dans tous les manuels scolaires, sont en train de se modifier complètement : l'Empire romain, les barbares, le moyen âge, le baroque. Enfin, ce livre bouleverse pas mal d'idées reçues, et les esprits ne se laissent pas, sans protestation, sortir de la routine et de la quiétude.

Et puis, c'est un livre latin, inspiré par la pensée catholique, écrit par un Fribourgeois tout imprégné de culture française. Ici, force m'est de constater, non sans mélancolie d'ailleurs, qu'un fossé existe bel et bien chez nous, entre la pensée germanique et la pensée latine, la pensée protestante et la pensée catholique, parce qu'il y a là des sensibilités différentes, des manières opposées de comprendre la vie, par conséquent de s'exprimer, puisque tout se ramène en fin de compte à l'expression, au style. Mais comment voudriez-vous que ce fossé n'existât point dans un pays constitué comme le nôtre? Et son existence n'est-elle pas un argument fondamental en faveur du fédéralisme? L'autre, celui dont on a tant parlé de 1914 à 1918, n'est en somme qu'une rigole comparé à celui-ci. Mais la guerre nous aura du moins rendu ce service, de nous révéler combien nous sommes divers, et combien plus distants les uns des autres que nous ne l'avions cru, que je ne l'avais cru moi-même.

Ici, je voudrais généraliser et vous montrer de quelles conceptions, de quelles inquiétudes est sorti ce volume. Ces conceptions, ces inquiétudes, datent pour moi surtout de la guerre. La guerre a mis à nu toutes les antinomies sur lesquelles oscille, en état d'équilibre instable, le monde moderne. Car la guerre a rendu conscience et force à des idées qui jusqu'alors apparaissaient, de loin, fondues dans la même nébuleuse. Elle a rendu la vie à des doctrines, à des *Weltanschauungen* que l'on croyait mortes ou mourantes. Elle a redonné la volonté de vivre et de se défendre à des minorités, — et non pas seulement des minorités de langue ou de race, — qui jusqu'alors végétaient ensevelies sous le terreau que le XIX<sup>e</sup> siècle avait amoncelé. La guerre fut pour les idées ce qu'un bombardement intense était pour les tranchées avant une offensive, quand on voyait, soudain, apparaître, sous la surface bouleversée, les couches les plus anciennes et les plus profondes, avec tous les débris et tous les ossements millénaires qu'elles pouvaient contenir.

Mais la guerre eut encore une autre conséquence pour les esprits, j'entends ceux qui réfléchissent. Elle les a contraints — ce fut là sa vertu, c'est par là qu'elle fut rénovatrice et qu'elle nous a conduits, bon gré mal gré, dans un monde nouveau — elle les a contraints à remonter jusqu'aux principes. Car il n'est aujourd'hui pas une question, même la plus petite, même la plus terre à terre, question politique, question économique ou question sociale, qui ne soulève un problème moral. Mais soulever un problème moral, c'est soulever le problème philosophique, métaphysique auquel il se rattache, et soulever en fin de compte le problème religieux. Vous connaissez le vieux proverbe : *Primum*

(1) On sait que le livre publié sous ce titre par notre collaborateur et ami le comte Gonzague de Reynold a suscité en Suisse des discussions passionnées. Invité, dernièrement, par le *Literarischer Klub* de Zurich à répondre à ses contradicteurs, notre éminent ami ouvrit le débat par un discours dont il a bien voulu nous communiquer le texte que nous publions aujourd'hui.



*vivere, deinde philosophare.* Qu'il nous semble faux à cette heure où nous sentons avec tant de force la nécessité de philosopher d'abord, pour vivre!

Pourquoi? Parce que la guerre a détruit toutes les valeurs sur lesquelles nous avons vécu depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Et maintenant, nous sommes astreints à tout reconstruire, à reconstituer une table, une hiérarchie des valeurs. Soyez-en bien persuadés, il est impossible de rétablir un ordre durable dans le domaine des faits, un ordre social, économique ou politique, si l'on est incapable de rétablir la synthèse dans les esprits. Nous avons besoin, à l'heure actuelle, d'une philosophie constructive, rationnelle, dogmatique, et ce besoin explique la vogue dont jouit la philosophie thomiste. Parce que c'est une philosophie de l'être, une philosophie de l'intelligence, et que nous avons appris par l'expérience la plus sanglante et la plus cruelle, à quels désastres nous mène la philosophie de l'action, ou de l'inconscient, ou du devenir.

Ici, une courte digression, une de ces digressions qui ramène à la fin, selon la méthode de Pascal :

Ne serait-ce point la raison pour laquelle nous nous sentons si proches du moyen âge, plus proches peut-être que du XVIII<sup>e</sup> siècle ou de la Renaissance? Nous nous sentons proches du moyen âge, parce que ce fut une époque dominée précisément par une philosophie de l'être, par une théologie autour de laquelle s'est édifiée l'unité du monde chrétien, s'est constituée l'Europe après la dissolution du monde antique, dissolution que rappelle, par certains de ses aspects, l'état de déliquescence où s'enfonce aujourd'hui notre civilisation moderne. Nous savons en tout cas que le moyen âge ne peut être compris que par l'esprit, la pensée, la philosophie du moyen âge, et que c'est à leur lumière qu'il faut interpréter la multitude incohérente des faits. Et c'est encore une des thèses de mon livre. Mais revenons à la question.

\* \* \*

Parmi les antinomies entre lesquelles notre monde moderne est pris comme entre de puissantes tenailles, celle qui m'apparaît comme fondamentale, c'est, d'une part, le besoin d'unité, l'universalisme; de l'autre, le particularisme, c'est-à-dire la conscience que les personnes, les minorités, les groupes de toutes catégories, ont prise d'eux-mêmes, de leur indépendance et de leurs droits. Besoin d'unité, universalisme, car, s'il suffit de posséder quelque force à soi tout seul pour arriver à détruire même un monde, il n'est possible de reconstruire qu'en commun. Particularisme, car, pour être capable de reconstruire, il faut commencer par être soi-même, dans sa propre définition, armé de ses propres énergies. Il suit de là, semble-t-il, que la forme politique et sociale dans laquelle le monde à venir se dispose lentement à entrer pourrait bien rappeler celle du moyen âge : une multitude d'autonomies, d'inégalités disparates, mais ordonnées entre elles par des conceptions universalistes définissant ce besoin d'unité, par quelques grandes institutions internationales mettant en acte ce même besoin. Voilà pourquoi la conception moderne de la nation centralisée, l'étatisme en un mot, paraît déjà dépassée, malgré les apparences; mais c'est au philosophe de discerner ce qu'il y a sous les apparences, c'est-à-dire les aspirations profondes, encore à demi conscientes, de son époque; c'est au philosophe de définir les idées universelles qui correspondent à ces aspirations. Il est en tout cas un fait qui s'impose, c'est que, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, nous vivons sur une conception beaucoup trop close de l'Etat; c'est que l'étatisme et le nationalisme sont des déviations, et de l'idée nationale, et du sentiment patriotique.

Mais un drame se joue, dont nous sommes tous acteurs et victimes à la fois, et nous ne savons pas encore comment il va se

dénouer : le drame de la personne humaine. Or, cette personne humaine, — je dis personne, et non individu : il y a là une des distinctions les plus fondamentales et les plus lumineuses que nous apporte la philosophie scolastique, — vous la retrouverez constamment dans mon livre, — cette personne humaine, l'âme même de l'homme, est menée par ce qu'on appelle la civilisation de masse. Trusts ou « concern » de l'industrie, cartels de la finance internationale, syndicats ouvriers, partis politiques, étatisme éducatif, économique ou social, cette civilisation de masse tend à étouffer la personne humaine, à la faire entrer dans un monde impersonnel, à la ramener à un type moyen, à la noyer dans de vastes organisations anonymes. Le fait est incontestable. Et que nous en souffrions en Suisse, que nous soyons menacés d'en souffrir chaque jour davantage, qui donc le nierait dans cet auditoire, s'il possède quelque clairvoyance et quelque sensibilité? Croyez-en l'hygromètre extrêmement délicat, mais extrêmement exact, et qui annonce bien à l'avance les perturbations atmosphériques, des artistes, des intellectuels, des jeunes générations. Le tout est de savoir si la personne humaine va se révéler assez forte pour dominer la machine, pour dominer la matière, ou si elle va se laisser écraser définitivement par elles. Cette inquiétude, cette angoisse, vous la découvrez entre chaque ligne de mon livre. Car ce livre est la réaction, la protestation d'une personne qui, ayant pris conscience d'elle-même et des éléments qui constituent sa personnalité, entend se défendre et les défendre, s'accroche à la dernière colonne du temple en ruines après avoir roulé ses pénates sous son manteau, se refuse à toute abdication comme à tout défaitisme, bande sa volonté contre toute espèce de fatalisme et, si elle doit être vaincue, veut tomber en pleine lutte, et ne capitulera jamais.

Cette bataille, si je la livre seul, et à ma manière, selon mes traditions, selon mes principes, j'ai du moins conscience de la livrer pour chacun de vous, qui que vous soyez et quels que vous soyez. Je suis sûr, en effet, que si nous pensons différemment, nous pensons du moins la même chose, comme l'écrivait le vieux Boileau à l'un de ses contradicteurs. Au fond, ce qui importe ici, ce ne sont pas les conclusions, mais le point de départ; ce n'est pas la pensée elle-même, mais la manière de penser; ce ne sont pas les idées, mais c'est la sensibilité. Voilà pourquoi je suis de mon temps, beaucoup plus que la plupart de ceux qui me traitent de réactionnaire. Car on est de son temps avant tout par la sensibilité, et c'est par là aussi qu'on le devance. Etre de son temps, ce n'est point nécessairement partager les idées de son temps, à plus forte raison en épouser toutes les erreurs; mais c'est partager ses inquiétudes, ses angoisses, c'est être mu par ses besoins et ses aspirations.

\* \* \*

Il y a donc une inquiétude contemporaine, et ce livre en est un faible témoignage, mais un témoignage tout de même. Cette inquiétude réside dans ce fait que l'individu, désemparé, n'arrive plus à raccorder la pensée à l'action; qu'emporté par des forces collectives et des masses anonymes, il ne retrouve plus sous sa main les leviers de commande, il a toujours plus de peine à communiquer avec le monde extérieur. De là un profond sentiment de solitude. Jamais je ne l'ai ressenti aussi fort que maintenant. Il est vrai que l'homme s'isole à mesure que sa pensée monte. Il y a un mot très profond, très douloureux de Rilke à propos de Rodin : « La renommée n'est pas autre chose que la somme de tous les malentendus, de tous les préjugés, de toutes les ignorances et de toutes les jalousies qui s'accumulent autour d'une œuvre ou d'un nom ». De là, ce que dans mon livre je nomme le « découragement suisse ». Mais je ne veux douter, ni de mon pays, ni de moi-même.

Quelle est la cause historique de cette inquiétude? Ce sont nos



rappports avec le XIX<sup>e</sup> siècle. Si la guerre a détruit quelque chose, c'est bien le XIX<sup>e</sup> siècle avec ses idées dominantes, sa conception trop optimiste de l'homme et de la vie, avec ses illusions sur la science, la technique, le progrès. Parce que nous avons derrière nous ce trou, ce vide, notre situation est beaucoup plus difficile que celle des « philosophes » ou des révolutionnaires à la fin du XVIII<sup>e</sup>. Eux, ils se trouvaient en face d'une forte civilisation, d'un ordre puissant à détruire; ils devaient leur opposer une force et une puissance supérieures, car la force de l'adversaire est toujours un élément de sa force à soi, et c'est ce qui leur a permis de formuler et d'imposer toute une conception du monde. Mais voici que la guerre a mis en pièces cette conception. Nous ne sentons plus, derrière nous, de résistance provenant de ce nouvel « ancien régime », si vous me permettez ce jeu de mots, qu'est le XIX<sup>e</sup> siècle. Nous avons l'impression que notre époque est séparée par cet écroulement du XIX<sup>e</sup>, de toutes les époques antérieures, qu'elle est une île flottante, détachée par un tremblement de terre du continent. De là cet état d'esprit dangereux, de nous croire les premiers en face d'une vie totalement neuve, sans routes et sans aïeux, comme si rien n'avait été fait avant nous, comme si nous avions à fonder la métaphysique, l'esthétique, la morale, la religion, comme si le passé devait être voué à l'oubli, comme s'il n'y avait plus de continuité historique! C'est que le XIX<sup>e</sup> siècle fut une époque instable entre deux catastrophes, la Révolution et la guerre mondiale, celle-là devant aboutir nécessairement à celle-ci; qu'il nous a laissés une société inorganique, une politique en déliquescence, le chaos dans les idées, dans la philosophie, dans la science, dans l'art, en plein dans une anarchie intellectuelle et morale dont nous avons peine à trouver l'équivalent dans l'histoire, à quoi il faut ajouter la multiplication des inventions et des découvertes, l'accélération croissante du rythme de la vie, toutes les difficultés matérielles de l'existence, et ce sentiment si pénible du provisoire de l'instabilité.

Voilà pourquoi le problème qui se pose à nous, aujourd'hui, est celui de la civilisation. Si la guerre nous a rendu un service, c'est justement de nous l'avoir posé. Elle nous l'a posé, en plaçant côté de l'idée de progrès indéfini, qui fut une des illusions que le XIX<sup>e</sup> siècle avait héritées du XVIII<sup>e</sup>, celle de la régression possible; en nous démontrant par les faits que, si une civilisation a besoin de siècles pour s'édifier, elle peut être très rapidement détruite. Chaque époque, en effet, a son souci dominant: le VII<sup>e</sup> siècle eut celui de l'homme; le XVIII<sup>e</sup>, celui des Lumières; le XIX<sup>e</sup>, la question sociale. Or le souci dominant de notre époque est celui de la civilisation, qui forme d'ailleurs la synthèse de tous les autres, mais qui, mieux que tous les autres, place l'histoire et la philosophie au premier plan.

\* \* \*

Il suit de là un devoir très précis, très impérieux, pour l'écrivain: c'est de procéder au triage, à la vérification, à la critique de toutes les valeurs sur lesquelles le XIX<sup>e</sup> siècle a vécu. Naturellement, les conceptions politiques du XIX<sup>e</sup> siècle ne sauraient être soustraites à cet examen. Encore faut-il savoir de quelle manière, selon quel esprit, et avec quelle méthode ces valeurs politiques sont à examiner. Il ne s'agit pas de se mettre soi-même sur le plan de la politique, comme si l'on faisait de la politique, comme si l'on était un homme de parti: il s'agit de se placer sur un plan supérieur, et ce ne peut être que celui de la philosophie et de l'histoire, car la philosophie juge les idées et l'histoire juge les faits. Depuis des siècles, je ne cesse de répéter que la politique a beau se trouver monopolisée par les partis, qu'elle a beau s'être vulgarisée au point d'être mise à la portée de tout le monde, qu'elle a beau être devenue

une pure pratique, une technique de plus en plus soustraite à toute influence intellectuelle, elle n'en demeure pas moins une dépendance de la philosophie et un élément de l'histoire; que tout philosophe, tout historien a le droit de juger la politique telle qu'elle se passe sous ses yeux, d'après des « points fixes », comme aurait dit Pascal, et non seulement, j'y insiste, il a ce droit, mais il a surtout ce devoir, car il est beaucoup mieux à même de porter des jugements de valeur qu'un homme empêtré dans l'action, sans recul, sans perspective. Ces jugements, quels qu'ils soient, auront au moins ce mérite de ramener le débat sur le plan supérieur et d'obliger les esprits à réfléchir, et n'est-ce pas, aujourd'hui, dans ce pays, la mission fondamentale de l'écrivain?

Mais cette mission, ce devoir, qu'il est parfois si difficile de remplir, parce qu'il exige beaucoup de courage intellectuel, implique des droits en faveur de celui qui s'y attache. Le droit d'être entendu, d'être écouté, d'être compris, ce qui ne veut point dire d'être approuvé. Le droit d'être discuté sur le plan où il s'est placé lui-même, et par ceux-là seuls qui sont préparés à le discuter. Le droit de l'être avec les mêmes méthodes, le même ton, le même esprit que les siens. Le droit par conséquent de mépriser, d'ignorer toute polémique, dès que celle-ci est conduite par des incompetents, dès qu'elle fait retomber le débat sur un plan inférieur, sur celui de la politique de parti, à plus forte raison dès qu'elle devient personnelle et injurieuse. Remarquez-le bien, ce n'est point d'un auteur qu'il s'agit, mais de la dignité de la pensée, et du respect qu'il faut exiger pour elle-même, — de la liberté qu'il faut exiger pour toute manifestation de la vie intellectuelle, surtout dans un pays où cette vie n'a guère la place qu'elle mérite, où on la confond trop facilement avec l'enseignement et le journalisme, où l'on a une méfiance instinctive à l'égard des idées elles-mêmes, où l'on somnole si paisiblement sur le dictionnaire des idées reçues. Quelle que soit l'issue de la discussion qui va s'instaurer tout à l'heure, il n'est guère présomptueux d'en escompter ce résultat, que sur ce point nous sommes tous d'accord, et que nous tiendrons à l'affirmer. Car, s'il y a une lutte qu'il faut mener en Suisse, en un sens plus qu'ailleurs, c'est une lutte en faveur de l'intelligence. Notez à ce propos qu'instruction et intelligence ne sont en rien synonymes.

\* \* \*

Le livre auquel vous faites ce soir l'honneur de la discuter, n'est pas autre chose que l'application à la Suisse, à son histoire, à sa politique, de cette philosophie, de cette conception de la vie, de cette conception de l'époque où nous vivons. Il me semble que si l'on veut le comprendre, ce n'est point à tel ou tel détail qu'il faut s'accrocher, mais aux idées mêmes sur quoi il est construit, ce n'est pas aux conclusions qu'il faut s'arrêter, mais aux principes qui déterminent celles-ci. Tout s'écroule, en effet, si l'on arrive à saper les conceptions fondamentales. Mais, si celles-ci résistent, les conclusions s'imposent, et la thèse reste debout, même s'il y a des fissures dans quelques pierres, ou si l'une ou l'autre tuile ont été emportées par le vent. Ici je tiens à préciser mes intentions pour éviter à l'avance du débat quelques malentendus:

En écrivant la *Démocratie et la Suisse*, je n'ai point voulu réaliser un manifeste politique. Je n'ai aucune intention d'entreprendre une campagne, ni à plus forte raison de servir un parti quelconque. Je me suis cantonné donc sur mon plan d'écrivain. Mon livre est une conclusion, celle des études que je poursuis depuis un quart de siècle sur la Suisse, celle d'un vingtaines d'ouvrages antérieurs. Je considère, en effet, toute la partie suisse de mon œuvre comme terminée. Ce que j'ai maintenant sur le chantier est d'un caractère tout à fait général. Mon attitude est celle de Vigny: Lorsqu'un écrivain a quelque chose à dire sur les affaires publiques, il sort



juste le temps qu'il faut pour s'exprimer, puis il rentre dans son cabinet de travail et se remet à ses études, sans se préoccuper des conséquences. Car, dit le même Vigny, « il ne faut désirer la popularité que dans la postérité et non dans le temps présent ». Et, au fond, ne faudrait-il pas suivre son conseil : « Publier, ne voir personne et oublier son livre. »

Ce livre est-il donc écrit contre la démocratie? Ce n'est pas une question que je songeais à me poser. Si j'étais parti d'une idée préconçue, j'entends d'une idée politique, j'aurais écrit un autre livre, mais pas celui-ci. Mais je ne suis point parti d'une idée préconçue; je suis parti d'une inquiétude, qui est l'inquiétude contemporaine, d'une volonté déterminée par cette inquiétude, qui est de contribuer à reviser les valeurs, et de quelques principes, de quelques idées universelles, en un mot d'une philosophie qui me permet de juger. Cette philosophie condamne le démocratisme, qui est un système d'idées, mais elle ne condamne pas nécessairement la démocratie, qui est un système de gouvernement. La différence est tout de même essentielle. Elle ne la condamne que si la démocratie politique est viciée par cet ensemble d'idées fausses et nuisibles qu'on nomme le démocratisme, et dont les pires sont celles d'égalité, une conception trop optimiste de l'homme et la négation des groupes sociaux.

J'ai essayé de fixer le terme, pour moi fatal, à quoi ces idées doivent logiquement aboutir. J'ai mis en lumière des faits inquiétants, et d'ailleurs tout à fait incontestables. J'ai donné mon diagnostic de la crise politique dans laquelle nous sommes entrés par la guerre et depuis la guerre, ce qui est incontestable également. Rien de plus. Je me suis gardé de tirer des conclusions d'ordre politique, de proposer par exemple une constitution quelconque, ce qui aurait été d'une désarmante naïveté. Je ne demande d'ailleurs qu'une chose, c'est que le régime se réforme lui-même. Mon livre est un effort de contribuer à cette réforme en mettant de l'ordre dans les faits et dans les idées. Je n'ai point voulu aller au delà. D'ailleurs, la question du régime ne m'intéresse ni ne me concerne en tant que tel : ce qui m'intéresse et me concerne, c'est l'avenir de la Suisse, et j'avoue que cet avenir me fait peur. Pour moi, l'existence de la Suisse repose sur le fédéralisme; elle repose aussi sur l'existence autonome de corps sociaux, sur un maximum de libertés personnelles; elle repose enfin sur l'idée chrétienne. Tout régime est mauvais qui sape ses bases. Il ne faut pas confondre l'existence d'un pays avec celui d'un régime, car les régimes passent et les pays demeurent. Les régimes s'usent et c'est par leur usure qu'ils compromettent l'existence des pays. Le tout est de savoir si le régime actuel est définitivement usé, ou s'il a besoin seulement d'être rénové. Cette rénovation n'est pas tant, à mes yeux, de l'ordre politique ou constitutionnel que de l'ordre éducatif et moral. Voilà bien la question telle que je l'ai posée. L'ayant posée, je l'ai laissée ouverte : c'est à vous, c'est à l'opinion publique de répondre.

\* \* \*

On m'a reproché, paraît-il, d'être fasciste. Voilà un mot que je voudrais bien écarter du débat. Le fascisme est un phénomène italien qui mérite d'être étudié sérieusement et sans idées préconçues; il est même fort possible que le fascisme apporte quelques-uns des éléments essentiels à la reconstruction sociale et politique du monde. Mais cette question n'a rien à voir ici. Je ferai seulement remarquer que le fascisme pousse la centralisation et l'étatisme à l'extrême, et que je suis fédéraliste et adversaire de l'étatisme d'une manière tout à fait décidée. Je le suis pour la Suisse, et c'est uniquement de la Suisse que traite mon livre.

On m'a reproché également d'être un royaliste d'Action Française. Ma famille a servi pendant deux siècles et demi les rois de France,

elle a versé beaucoup de son sang pour eux : laissez-moi m'incliner avec respect devant de grandes ombres, et respectez-vous-mêmes ces souvenirs et ces traditions. Certes, j'ai subi très fortement, avant la guerre, l'influence de Maurras. Mais il y eut la guerre; elle m'a rendu adversaire de tout nationalisme, elle m'a fait, de plus en plus, obéir à des préoccupations d'ordre universel. Sur ce point encore, il faut constater une antinomie.

Reste mon catholicisme. Je l'affirme et ne cesserai de l'affirmer mais il faut savoir comment. Il ne s'agit point, encore une fois de soutenir un parti politique auquel je n'appartiens même pas. Il ne s'agit point non plus d'une attitude confessionnelle. Il s'agit d'une attitude religieuse, philosophique, intellectuelle. Veuillez bien considérer, en effet, qu'il y a dans le catholicisme une philosophie, qui est celle de l'être; une conception de l'homme et du monde, qui est celle du péché originel et de la Providence; une conception de la société, de la civilisation, qui est celle de saint Augustin : la *Cité de Dieu*, la *societas civilitatum*. N'oubliez pas qu'il existe un esprit catholique, un intellectualisme catholique, une sensibilité catholique. Lorsque je m'en réclame, je me rattache à toute une lignée de penseurs, d'écrivains et d'artistes, lignée assez puissante, assez riche en grandes œuvres pour qu'on prenne cette attitude aussi au sérieux que si je me réclamaiss du kantisme ou du bergsonisme, que si je me réclamaiss de Goethe, ou de Zwingli ou de Calvin. Le développement de la pensée catholique est un fait contemporain : pourquoi vous étonner si ce développement a gagné la Suisse? Il y a une Suisse catholique, et vous ne pouvez que vous réjouir si elle exprime la conception qu'elle a de notre commune patrie. Cette conception a le droit d'être examinée d'être discutée, sans qu'on crie pour cela que la patrie est en danger. Ce n'est tout de même ni le protestantisme, ni le radicalisme qui peuvent prétendre au monopole de l'histoire nationale et de la pensée suisse.

Cependant, si c'est du haut d'une philosophie essentielle catholique que le thomisme, que je juge les principes, la doctrine qui inspire la démocratie suisse depuis 1848, mes préoccupations sont moins de l'ordre de la culture que de l'ordre religieux. Ce sont les préoccupations d'un Suisse romand, d'un Latin qui voit dans la centralisation menaçante, dans un étatisme germanique, un danger pour l'esprit, pour les mœurs, pour la civilisation romande. Ce problème mériterait d'être discuté : je me borne à le soulever. A ce propos, je voudrais vous faire comprendre ceci : la Suisse romande est, depuis un quart de siècle, en plein renouvellement artistique et littéraire; elle s'est débarrassée des conceptions étroites et vieilles qu'elle s'était faite d'elle-même, ou plutôt, elle participe au grand mouvement de renaissance qui, depuis la guerre, entraîne les pays latins; elle a donc pris conscience de son originalité, de sa force, mais aussi de ce qu'il y a d'universel dans son génie; elle entend par conséquent se défendre contre tout ce qui pourrait affaiblir son génie, obscurcir sa pensée, corrompre sa langue. Ce sentiment, dont les manifestations se multiplient, n'est plus celui d'une élite restreinte, mais il devient celui d'un peuple. La sensibilité romande, la guerre l'a réveillée, surexcitée parfois. Il serait dangereux à la longue, de la heurter.

\* \* \*

Mais j'en ai dit plus que je n'en voulais dire à propos d'un ouvrage qui, en soi, ne mériterait certainement pas l'honneur d'une séance. Je vous assure qu'il m'est extrêmement désagréable de vous parler, et d'avoir l'air de me défendre. Car je n'ai point à me défendre. D'abord, parce que je ne suis point devant un tribunal, ensuite, parce qu'il faut prendre un livre tel qu'il est, une œuvre telle qu'elle est, sur le plan où l'auteur a placé son livre ou



œuvre, et laisser le temps juger de l'homme, et du livre, et de l'œuvre. Sous ce rapport, je vous avoue que je suis assez tranquille. Mais il ne s'agit ni d'un homme, ni d'un livre, ni d'une œuvre. Il s'agit de questions beaucoup plus hautes, et qui nous dépassent tous, — de questions qu'il faut tout de même que nous nous posions, parce que la vie d'un pays en dépend, parce que l'avenir de toute une civilisation en dépend, parce qu'il s'agit d'une cause qui est celle de l'intelligence. Si l'on prétend qu'il y a là des phénomènes tellement généraux et tellement puissants que la volonté humaine, la volonté d'un homme demeure impuissante devant eux, je répondrai en vous citant encore Vigny : « Le vulgaire est entraîné, les grands caractères sont ceux qui luttent. Le fort fait ses événements, le faible subit ceux que la destinée lui impose. » Un homme qui sait ce qu'il se veut et ce qu'il ne se veut pas, est toujours plus fort qu'une foule. Or il suffit de quelques-uns de ces hommes pour sauver un pays.

GONZAGUE DE REYNOLD.  
 Professeur à l'Université de Berne  
 Membre suisse à la Commission de Coopération  
 intellectuelle à la S. D. N.

## Le projet de la personnification civile de l'Université catholique de Louvain en 1841-1842

Léopold I<sup>er</sup>, dès les débuts de son règne, s'était appliqué à former des ministères mixtes. Les ministères composés d'hommes d'un seul parti lui paraissaient contraires aux intérêts généraux du pays parce qu'ils étaient trop exposés à prendre comme but de leur activité les intérêts de leurs seuls électeurs et celui de leur propre maintien au pouvoir. Lorsque le cabinet unioniste de Theux tomba le 14 mars 1840 par suite d'une véritable aberration des catholiques qui formaient son principal soutien, le Roi, à cause de leur esprit impolitique, ne crut pas pouvoir les faire entrer dans une nouvelle administration ministérielle. Il fit appel exclusivement aux éléments les plus modérés du libéralisme. Ceux-ci, sous la direction de M. Lebeau, prirent possession du pouvoir.

Léopold I<sup>er</sup> ne se dissimulait cependant pas que, malgré son programme relativement modéré, le nouveau cabinet ne serait pas animé d'un véritable esprit d'impartialité. « J'ai soutenu ces Messieurs, dit-il en parlant du ministère de Theux, dans une audience qu'il accorda au comte de Dietrichstein, ministre d'Autriche, au mois de mai 1840, aussi longtemps que cela m'a été possible; ils se sont perdus par leur propre maladresse; d'un autre côté, les catholiques les ont abandonnés avec une légèreté qu'ils déplorent à présent amèrement après avoir cependant prêté eux-mêmes les mains à l'arrivée au pouvoir des nouveaux ministres hostiles à leurs intérêts (1). »

Le Roi n'aimait pas M. Lebeau malgré les grands services que ce dernier avait rendus à la cause de la Révolution, notamment en amenant le Congrès national à accepter le traité des XVIII articles, acceptation jugée indispensable par le prince de Saxe-Cobourg pour l'autoriser à prendre la couronne de Belgique. Mais le caractère de ces deux hommes ne leur permettait guère de s'entendre et le Souverain semble avoir conservé contre le ministre de la rancune de son impuissance à prévenir ou à réprimer les pillages d'avril 1834 si nuisibles en Europe à la réputation de la Belgique renaissante. Aussi lui refusa-t-il, affirmé-on, de lui promettre une éventuelle dissolution des Chambres

législatives désirée par M. Lebeau comme moyen de gouvernement (1).

« L'interonnce, raconte le comte de Dietrichstein dans une dépêche adressée à Metternich le 21 mai 1840, ne m'a pas caché toutes les appréhensions que lui fait éprouver l'arrivée au pouvoir des nouveaux ministres qui, loin de donner des garanties à l'opinion catholique, lui sont même plus ou moins hostiles. Mgr Fornari m'a confié qu'une altercation très vive s'était récemment élevée à cet égard entre M. Lebeau et M. le comte d'Oultremont, ministre belge près le Saint-Siège, et dont celui-ci a rendu compte à l'interonnce. Dans la première entrevue que M. d'Oultremont, à son retour de Rome, a eue avec M. Lebeau, celui-ci non seulement ne cacha pas sa répugnance contre la prépondérance de l'élément catholique dans la Chambre et son espoir que les nouvelles élections élimineraient successivement les représentants de cette opinion et les remplaceraient par des députés libéraux, mais le ministre des Affaires étrangères se déclara même disposé à dissoudre la Chambre dès qu'il ne la trouverait plus docile aux mesures et à la marche politique du nouveau cabinet. Le comte d'Oultremont releva et combattit avec chaleur ce projet éventuel de M. Lebeau et doit même, dans une audience du Roi, avoir déclaré à Sa Majesté qu'il ne continuerait pas ses fonctions diplomatiques près le Saint-Siège si le ministère voulait entrer dans la voie indiquée par M. Lebeau. Le Roi rassura M. d'Oultremont en lui disant, avec une humeur visible, que, pour dissoudre la Chambre, il fallait, outre la volonté de M. Lebeau, un arrêté revêtu de la signature royale.

On s'aperçut bientôt combien le Roi voyait juste quand il s'attendait à l'hostilité des nouveaux ministres envers les intérêts catholiques. Pendant toute la durée de leur présence au pouvoir, ils s'appliquèrent à exclure leurs adversaires des fonctions publiques, à tel point que Léopold I<sup>er</sup> pouvait, lorsqu'ils eurent abandonné leurs portefeuilles, dire au ministre d'Autriche à Bruxelles : « Passez en revue toutes les places de la magistrature, de la plupart des autres fonctionnaires publics, des agents diplomatiques même, ne sont-elles pas presque exclusivement occupées par des libéraux? (2) ».

Cet ostracisme dont ils étaient frappés, des articles qu'ils démentaient des intentions hostiles à leur égard et que publiait M. Devaux, l'inspirateur et un des principaux soutiens du ministère, amenèrent en peu de temps les catholiques à retirer l'appui qu'ils avaient d'abord prêté à M. Lebeau. La discussion du budget des Travaux publics amena des discussions violentes à la Chambre des représentants. Le Sénat se fit l'interprète des griefs catholiques. Par 31 voix contre 19, il vota une adresse dans laquelle il appelait l'attention du Roi « sur les divisions déplorables qui s'étaient manifestées dans le sein de la représentation nationale et entraînaient la marche du gouvernement ».

M. Lebeau réclama alors la dissolution des Chambres. Il ne cacha pas au Roi son espoir de réduire par de nouvelles élections le nombre des voix catholiques à la Chambre des représentants au chiffre de trente et d'asseoir de cette façon le gouvernement sur le parti libéral.

Léopold I<sup>er</sup>, toujours partisan de la politique unioniste, ne pouvait accepter d'assurer ainsi l'influence exclusive d'un des partis qui divisaient la Belgique. Il refusa d'accéder aux désirs de son ministre et celui-ci remit sa démission au Souverain.

Il n'entra pas dans les intentions de Léopold de rendre le pouvoir aux catholiques. Il estimait que le ministère de Theux, renversé par ses propres adhérents en 1840, avait commis des fautes rendant impossible leur retour à la direction des affaires. Dès l'ouverture de la crise, il songea à confier le gouvernement à l'un des chefs du parti libéral modéré, M. Nothomb, et à lui donner comme collaborateurs des hommes pris dans les deux partis, attribuant toutefois la majorité des portefeuilles à des libéraux.

(1) « C'est contre M. Lebeau et Rogier, écrit, le 19 janvier 1841, le comte de Dietrichstein au prince de Metternich, que toutes les antipathies catholiques sont dirigées. On sait d'ailleurs par plus d'un incident, dont les détails fatigueraient l'attention de V. A., que ces deux hommes de la révolution ne jouissent aucunement des faveurs du roi; on sait qu'avec le manque de tact qui caractérise M. Lebeau, il a plus d'une fois rappelé, d'une manière peu convenable, à Sa Majesté la part qu'il avait prise à son élection au trône belge et les titres qu'il avait à la gratitude souveraine. Un monarque, placé comme l'est le roi Léopold, ne peut guère être flatté de ces reminiscences dans la bouche d'un ministre comme M. Lebeau. Sa Majesté n'ignore pas, d'ailleurs, que la plupart des Puissances étrangères, dont les bonnes dispositions sont nécessaires à ce nouvel Etat, voient d'un mauvais œil les relations extérieures dirigées par M. Lebeau. »

(2) Dietrichstein au prince de Metternich, 14 juin 1841.

(1) Dietrichstein au prince de Metternich, 19 mai 1840. Toutes les dépêches des représentants de l'Autriche à Bruxelles que nous citons sont conservées aux archives de l'Etat à Vienne.



Il fallut des efforts sérieux pour amener les catholiques à accepter cette combinaison alors qu'ils étaient à ce moment en majorité à la Chambre et au Sénat. Le Roi dut faire appel à l'intervention de l'interne Mgr Fornari afin d'obtenir leur adhésion au ministère projeté (1).

Si Léopold I<sup>er</sup> s'opposait à la domination exclusive du parti libéral, il s'opposait autant à celle du parti catholique. En appelant des membres de ce dernier à faire partie du ministère, il ne voulait pas les autoriser à réaliser toutes les aspirations de leurs partisans. Il savait que les ministres tombés guettaient une imprudence de leurs remplaçants pour provoquer dans le pays un intense mouvement de réaction anticléricale. Aussi prêchait-il et faisait-il prêcher aux catholiques la prudence et une extrême modération.

Après les élections de 1841 qui avaient conservé au parlement une majorité favorable au ministère Notherm, il disait à un diplomate étranger accrédité près de sa Cour : « Pensez ce que nous serions devenus si j'avais accordé la dissolution générale des Chambres demandée par le dernier ministère avec tant d'instance ! Le libéralisme, il ne faut pas se le dissimuler, grâce surtout à la dernière administration ici, a fait des progrès en Belgique. Que les catholiques, et je me suis expliqué franchement à cet égard envers plusieurs notabilités de cette opinion — que les catholiques soient sur leur garde ! Qu'ils ne commettent pas d'imprudence, pas d'exagérations ; que, d'un autre côté, ils ne flattent pas l'élément démocratique qui leur échappe évidemment aujourd'hui ; qu'ils soutiennent le pouvoir, qu'ils se groupent autour de la Couronne à laquelle les libéraux voulaient substituer le despotisme ministériel ! Oui, M. Lebeau voulait non seulement subjuguier mais entièrement anéantir l'opinion catholique à la Chambre, tandis que dans tout ce qui tient au gouvernement, elle n'est malheureusement que trop écartée déjà... Cependant, je ne saurais assez le répéter, le catholicisme fait la nationalité de ce pays. L'administration de M. Lebeau tendait à effacer l'un et à ébranler l'autre par le triomphe des idées et des principes politiques français » (2).

A un autre diplomate, le comte Crotti di Costiglione, chargé d'affaires piémontais, le monarque exprimait la même pensée : « Quant au parti catholique, c'est le plus ferme soutien de mon gouvernement, et c'est sur lui seul que je compte, aussi je le soutiens de tout mon crédit et je lui en ai donné une grande preuve à l'occasion du renvoi du ministère Lebeau qui voulait le réduire dans les Chambres au tiers de membres par de nouvelles élections générales et je m'occupe dans ce moment d'un projet d'instruction primaire : si je réussis à mettre cet enseignement primaire dans les mains des évêques et le retirer de celles des conseils communaux plus ou moins soumis aux intrigues libérales, l'avenir de la Belgique est assuré et j'aurai rendu un grand service à la religion : mais j'ai pour cela besoin de tout le concours du parti catholique et s'il venait à se fractionner... tout serait perdu. Les évêques sont de braves gens, mais ils ne tiennent pas assez compte des difficultés qui m'entourent et ne sont pas toujours aussi prudents et aussi clairs-voyants qu'ils devraient l'être dans les circonstances

graves dans lesquelles nous nous trouvons et sous un régime constitutionnel » (1).

Léopold I<sup>er</sup> n'était pas le seul à prêcher la modération et la prudence aux catholiques. Les mêmes conseils leur étaient donnés par l'interne apostolique Mgr Fornari. « Je voue tous mes efforts, disait ce prélat, à contenir ce parti dans les bornes de la modération. Il est de toute nécessité pour la bonne cause que le ministère actuel (2) se maintienne aux affaires. Il vaut mieux qu'il continue à porter le cachet d'un cabinet libéral modéré qu'une couleur catholique plus tranchée. Si une réaction avait lieu, elle serait indubitablement dans un sens plus libéral. Le retour de la personne de M. Lebeau aux affaires est impossible, mais, si son parti arrivait au pouvoir, lui et M. Devaux, les plus grands ennemis du catholicisme, seraient derrière les coulisses et nous feraient plus de tort que si ils étaient ministres. Nous avons des antagonistes rusés, et les catholiques en partie sont malheureusement plus ardents que parlementairement roués. L'évêque de Liège, Mgr van Bommel, est si entier et si emporté dans ses opinions et ses vues de domination exclusive, qu'il nous fait infiniment de mal. Mgr l'archevêque de Malines est faible, et depuis qu'il est revêtu de la pourpre, il a atteint le but de son ambition et s'efface de plus en plus dans les affaires politiques (3). Cependant, j'espère dans la réunion annuelle des évêques qui aura lieu à Malines au mois d'août et à laquelle j'assisterai, pouvoir exercer quelque influence sur les déterminations politiques du haut clergé (4).

\* \* \*

L'exposé qu'on vient de lire était nécessaire pour qu'on puisse bien comprendre le récit qui va suivre.

En 1840, afin de donner à l'université de Louvain une situation financière stable, les évêques de Belgique conçurent le projet de lui faire accorder la personnification civile. Par l'entremise du cardinal Stercx, ils soumirent leur projet à Léopold I<sup>er</sup>. Celui-ci l'approuva, se déclarant heureux de faire quelque chose pour l'Université et conseillant même à l'archevêque de ne pas s'émouvoir d'une probable opposition du parti libéral. Il s'engagea à arranger l'affaire avec M. Lebeau (5).

Ainsi encouragés les évêques envoyèrent au Roi et au Parlement une demande officielle, deux membres de la Chambre des représentants, MM. Dubus et Brabant, l'appuyèrent en déposant un projet de loi le 19 février 1841. La section centrale, qui en fut saisie, le modifia quelque peu et fixa à trois cent mille francs le maximum de revenus que pourrait acquérir l'Université. La moitié seulement du capital pourrait être composée d'immeubles. C'était, on le voit, assez modeste comme immobilisation de biens.

La demande de personnification civile n'avait d'autre but que celui que nous avons indiqué. Cependant certains y virent une manœuvre politique.

« Le ministère Lebeau, écrivait Dietrichstein à Metternich le 11 janvier 1841, est menacé encore d'un coup que le clergé vient de préparer et qui, de l'aveu même des hommes ministériels, pourra lui susciter de graves embarras. Votre Altesse daignera

(1) « J'ai acquis la certitude, écrit, le 3 mai 1841, le comte de Dietrichstein au prince de Metternich, que Mgr Fornari, malgré le déplorable état de sa santé, a déployé, durant la dernière crise ministérielle, une activité pareille à celle dont il a fait preuve pour amener, en 1839, l'acceptation des vingt-quatre articles par la Représentation nationale. L'interne apostolique a eu plusieurs entretiens secrets avec le Roi qui est même venu le trouver chez lui. Pour amener la combinaison ministérielle actuelle, il fallait, avant tout, s'assurer de l'appui qu'elle trouverait parmi les membres de la Chambre appartenant à l'opinion catholique. Mgr Fornari m'a confié qu'il avait, dans ce sens, influencé les esprits de ce parti, et qu'il avait été à même de donner sous ce rapport des garanties au Roi, qui l'ont mis à même de composer le Cabinet actuel avec des chances de durée, tout en admettant par la suite la possibilité de quelques modifications partielles. L'interne a parlé avec les plus grands éloges du savoir faire et de la profonde connaissance des partis dont S. M. Belge a fait preuve à cette occasion, ainsi que de l'habileté avec laquelle ce souverain a déjoué les intrigues du parti libéral ».

(2) Dietrichstein à Metternich, 14 juin 1841.

(3) Examinant un jour avec le comte de Dietrichstein la politique religieuse de la Prusse, le Roi Léopold exprima une intéressante opinion sur la doctrine catholique elle-même. « Le cabinet de Berlin, dit le Roi, a entièrement méconnu l'essence et la force du catholicisme. Il l'a pris et l'a traité comme une secte du christianisme, tandis qu'il en est la base, la racine, qu'il compte dix-huit siècles, tandis que nous, protestants, calvinistes, etc., formons des sectes et que nous ne comptons pas trois siècles ; que le catholicisme est immuable de fait et de droit, tandis que rien n'est fixe dans les diverses croyances, conséquences de la réformation ». Dietrichstein à Metternich, 20 juillet 1841.

(4) Divers renseignements contenus dans ces pages sont pris dans une étude *Léopold I<sup>er</sup> del Belgio attraverso alcuni confidenti colloqui con diplomati piemontesi* (1841-1850), écrite par le professeur Colombo, directeur du Musée du Risorgimento de Turin. Cette étude vient de paraître dans un recueil de travaux consacrés aux premières relations entre la Belgique contemporaine et le Piémont et dus à la plume de plusieurs érudits de Turin. M. le professeur Colombo avait bien voulu nous confier les épreuves de son étude pour nous permettre de compléter la nôtre. Nous le remercions vivement de cet acte de courtoisie, ainsi que de l'obligeance qu'il a mise à nous communiquer le texte de plusieurs rapports des diplomates sardes accrédités à Bruxelles.

(5) Le ministère Notherm.

(6) Les appréciations de Mgr Fornari, au sujet de Mgr Stercx, ne doivent pas être accueillies sans réserves. Il ne paraît pas y avoir eu entente très grande entre les deux prélats et la position de Mgr Fornari finit par devenir impossible en Belgique à cause de ses rapports avec l'archevêque de Malines.

(7) Le comte de Muelenaere, ministre des Affaires étrangères, à qui le comte de Dietrichstein rapportait ces propos de Mgr Fornari, répondait au diplomate autrichien : « Je rends pleinement justice à ses vues et à ses efforts. Mgr Fornari exerce souvent une excellente influence sur le clergé et sur beaucoup de députés de l'opinion catholique à la Chambre, mais il ne faut pas se le dissimuler, son pouvoir n'est pas très grand sur les déterminations des Evêques. Ces prélats, qui forment une espèce d'aristocratie très exclusive, ne considèrent pas l'interne comme leur égal et n'obéissent à ses conseils que quand bon leur semble. S'il était revêtu du caractère de nonce, son influence serait indubitablement plus grande. » Dietrichstein à Metternich, 7 juillet 1841.

(8) A. SIMON, *La question de la personnification civile de l'Université de Louvain en 1841-1842. Revue Générale de 1928*, t. II, p. 150.



se souvenir que l'Université catholique de Louvain est un établissement créé par le haut clergé et exclusivement dirigé dans le sens et l'esprit du catholicisme. Afin de consolider le pouvoir, l'influence et la richesse de cette institution et peut-être aussi avec l'arrière-pensée d'embarrasser le ministère, Mgr l'archevêque et les évêques de Belgique viennent d'adresser une pétition au Roi et à la Chambre à l'effet d'accorder par une loi à l'Université de Louvain les droits d'une *personne civile* de façon qu'elle serait propre à acquérir des biens immeubles et d'exercer tous les droits inhérents à cette qualité. Cette question soulèvera toutes les susceptibilités du parti libéral qui pourrait bien retirer son appui au ministère, si celui-ci se soumettait aux exigences du clergé. Il n'y a pas de doutes d'ailleurs que de graves considérations d'économie politique et de la balance des pouvoirs, dérangée par l'ascendant démesuré éventuel du clergé, qui pourrait en être la conséquence, se rattachent à la décision que le gouvernement sera appelé à prendre en cette affaire. Il ajournera, comme il le fait dans toutes les grandes questions, la solution de celui-ci jusqu'à la prochaine session. »

Pour apprécier les sentiments hostiles que le chargé d'affaires d'Autriche montre à l'égard des catholiques dans ce rapport, il faut tenir compte de l'esprit de dénigrement systématique que le diplomate autrichien montra, pendant ses séjours dans notre pays, pour les Belges et surtout pour les catholiques. A ces derniers, il ne pouvait pardonner l'appui donné aux libéraux pour faire triompher la Révolution en 1830 et constamment il dénonçait l'alliance monstrueuse du catholicisme et du jacobinisme. Quoique hostile au ministre Lebeau, à qui il ne cessait de reprocher d'avoir été l'auteur ou l'inspirateur des pillages bruxellois d'avril 1834, il considérait comme factieuse l'opposition en somme modérée des catholiques à cet homme politique pendant son court ministère de 1840-1841 (1).

Lebeau ne fit pas opposition à la prise en considération de la proposition Brabant-Dubus. Même dans les discussions qui précédèrent sa chute il garda le silence le plus absolu à ce sujet. Obéissait-il aux désirs du Roi ou une pensée plus machiavélique le guidait-elle? Désirant annihiler l'influence catholique au sein du parlement et conscient des progrès réels du libéralisme dans le pays, ne voulait-il pas, comme on lui a en encore attribué le plan après sa retraite du ministère, provoquer, en cas d'adoption de la proposition Dubus-Brabant, « une réaction formidable en faveur du libéralisme » (2)?

On avait espéré voir répondre à la proposition faite en faveur de l'Université de Louvain par une proposition semblable en faveur de l'Université de Bruxelles. Mais l'acuité de la lutte cléricalo-libérale était trop vive pour amener dans cette question d'enseignement une solidarité qu'il fallut la grande guerre pour établir. Désirant faire échec à l'Université catholique, le parti libéral déclara dans ses journaux que l'Université de Bruxelles n'entendait pas chercher un moyen d'existence « dans le rétablissement des mains mortes ». Aujourd'hui le mot fait rire. En 1841-1842, devait amener la faillite des projets épiscopaux.

Ainsi dressé, le spectre de la mainmorte fit prendre à la question la personification civile de l'Université catholique l'aspect d'une question politique. « On y vit, ou on affecta d'y croire, écrit Nothomb dans un mémoire sur la question qu'il fit transmettre à Metternich, l'expression d'un système et le commencement de sa mise à exécution ». L'adoption de la proposition Dubus et Brabant, disait le conseil provincial de Liège dans une adresse qu'il envoyait aux Chambres le 14 juillet 1841, « est le rétablissement en germe des mains mortes avec le cortège de calamités qu'elles entraînent à leur suite et dont l'agriculture, le commerce et l'industrie auront nécessairement à souffrir » (3).

La question pesa sur la formation du ministère appelé à prendre la succession du cabinet Lebeau. Léopold I<sup>er</sup> aspirait avant tout à un ministère d'union. Mais les libéraux ne consentaient pas à y entrer si la proposition Dubus et Brabant ne se trouvait écartée. Le Roi essaya de peser sur le cardinal pour en obtenir le retrait. Le cardinal Sterex refusa, mais consentit à un ajournement laissant au Roi de choisir le moment opportun à la discussion du projet de loi (4).

Le ministère, en se formant le 13 avril, se hâta, dans une circulaire qui exposait son programme, d'annoncer cet ajournement tout en réservant son opinion sur le fond même de la question.

« Une proposition qui se rattache à l'exercice de la liberté d'enseignement, disait-il, a, dans ces derniers temps, excité de vives préoccupations; sans rien préjuger sur le fond de la proposition, le désir du gouvernement est qu'elle ne soit discutée qu'à l'époque où l'organisation de l'instruction publique recevra son complément; cet ajournement, nous avons lieu de le croire, ne rencontrera pas d'obstacle. Si, définitivement, il venait à être reconnu que cette proposition, faite d'ailleurs dans des intentions louables, renferme des dangers, elle serait, nous en avons la conviction, abandonnée par ceux-là même qui croient en avoir besoin. »

Cette déclaration ne calma pas l'agitation commencée.

« Un imprimeur de Namur, ayant laissé, écrit Nothomb dans son mémoire à Metternich, dans un catéchisme subsister un chapitre relatif à la *dîme*, l'on prétendit qu'il s'agissait de rétablir cette redevance au profit du clergé. Cette calomnie, propagée dans les campagnes et la proposition faite en faveur de l'Université de Louvain ont exercé l'influence la plus fâcheuse sur les élections du 8 juin (1841); il a fallu les plus grands efforts pour maintenir le *statu quo* parlementaire, et aujourd'hui que l'on a pu se rendre compte de l'imminence du danger, ce maintien est considéré comme un succès ».

A. DE RIDDER,  
Conseiller historique  
du Ministère des Affaires étrangères.

(A suivre.)

## Les élections allemandes

Elles auront lieu le dimanche 14 septembre, les élections pour un parlement artificiel faisant partie de dispositions artificielles prises, après la guerre, quant au Reich prussien de Bismarck.

On nous assure, de toutes parts, que leur importance sera capitale et que le sort des générations de demain dépendra de leur inclinaison à « gauche » ou à « droite ».

De la blague, tout cela.

Toute la tâche de notre époque est de distinguer entre les réalités vraies et des blagues de cette sorte. Le « nonsense », en l'espèce, est nourri par trente-six facteurs : l'influence de la presse populaire dans tous les pays; la séparation de nations qui ne se connaissent pas du tout et que séparent des abîmes de langage; la convention acceptée qui prétend que la religion ne sépare pas les collectivités, qu'elle n'est qu'une opinion et une affaire privées; l'ignorance grotesque des bonshommes qui possèdent et dirigent nos journaux les plus répandus; l'ignorance de l'histoire résultée de la destruction de la tradition et de son remplacement par l'« instruction » d'Etat obligatoire.

Venons-en aux réalités de la situation actuelle :

1. Bismarck, combinaison d'homme de génie et de chançard, édifia une œuvre qui s'est avérée durable. Il manipula les Allemands de manière à former un Etat puissant, bien que sans unité réelle, sous la domination de sa Prusse natale. Son but était d'entraîner le plus d'Allemands catholiques possible dans l'orbite de la Prusse protestante en les séparant de leurs coreligionnaires du Danube et sans mettre en danger le caractère protestant général du nouvel Empire. Le même tour a été réalisé en Irlande où les six comtés du Nord sont soigneusement disposés pour inclure la plus grande minorité catholique compatible avec le maintien de l'hégémonie protestante.

Il va de soi que Bismarck ne se posait pas le problème en fonction d'une opposition entre les cultures catholique et protestante en

(1) Dietrichstein à Metternich, 19 janvier 1841.

(2) Dietrichstein à Metternich, 23 juillet 1841.

(3) Quarante-cinq membres du Conseil provincial de Liège étaient présents lors du vote de l'adresse. Trente-sept votèrent pour, trois seulement contre, cinq catholiques s'abstinrent, cinq autres s'absentèrent.

(4) A. SIMON, *op. cit.*, p. 152.



Europe; il ne pensait qu'en fonction de la Prusse dont il avait le culte. Mais tel était bien le résultat; et la raison pour laquelle les Allemands du Danube restèrent séparés de ceux du Rhin et des plaines du Nord n'est pas une opposition française ou slave, mais l'opposition secrète et profondément enracinée de Berlin!

2. L'Empire, rêvé originellement par Bismarck à la plus grande gloire des Hohenzollern qu'il servit loyalement, cet Empire a pris racine. Il eût pu être détruit après la guerre si les Français n'avaient pas été violemment divisés sur la question religieuse. Les politiciens français de l'heure, et les Loges maçonniques qui les dominent, préférèrent voir leur pays menacé plutôt que d'assister à la création d'un nouvel Etat catholique en Europe. Et voilà pourquoi Clemenceau empêcha l'union de la Bavière à l'Autriche.

3. L'Empire allemand, ainsi fondé pour la seconde fois malgré la Grande Guerre, est en fin de compte garanti, non pas par son absurde parlement, mais par la meilleure armée qu'il y ait en Europe. Cette armée comprend une centaine de milliers de soldats de métier faisant un long terme de service, puis un nombre considérable de réserves parfaitement formées et entraînées, et un nombre très considérable de milices volontaires partiellement formées, réserves et milices susceptibles d'être rapidement incorporées à l'armée de métier. Il est vrai que cette armée n'a pas encore l'autorisation de posséder de l'artillerie lourde, et elle est supposée ne disposer d'aucune force aérienne de combat. Mais, quant à l'aviation, la transformation des avions « civils » est une simple question d'heures; et le manque d'artillerie lourde n'empêchera pas les premiers et décisifs succès contre une fourmilière de jeunes gas à moitié formés.

4. La culture allemande s'estime, dans son ensemble, nécessairement supérieure à la culture slave. Cette conviction est évidemment plus forte dans l'Est, où elle est en contact avec les Slaves, que dans l'Ouest où le Slave est à peine connu. Toutefois le sentiment général est répandu à l'Ouest comme à l'Est. Tout Allemand se croit autorisé à gouverner les Slaves là où les deux races sont mélangées, et il est violemment heurté quand des Slaves gouvernent des Allemands. Il va de soi que cette façon de sentir est exaspérée dans la province protestante du nord-est où la religion ajoute encore, et beaucoup, à la suffisance racique des Allemands, et où une longue tradition de domination s'additionne au reste.

Tout cela mis ensemble entraîne naturellement que la masse des Allemands du Reich considère l'indépendance de la Pologne, tout au moins en ce qui concerne cette partie de la Pologne détachée de l'Empire allemand, comme une anomalie, un anachronisme et une absurdité. Il apparaît à la masse des Allemands comme de simple bon sens que les Polonais de Poznan (appelé Posen par les Allemands), de Torun (Thorn pour les Allemands), retournent à leur ancienne condition et soient gouvernés par l'Allemagne. Surtout, le bon sens leur paraît être que les Polonais de la côte, qui séparent la Prusse orientale, isolée, de la masse allemande à l'Ouest, soient envahis et reconquis. Aussi le territoire occupé par ces Polonais est-il désigné sous le nom de « corridor », comme s'il ne s'agissait que d'un arrangement purement mécanique facile à modifier.

\* \* \*

A cette intention naturelle des Allemands, de lancer leur armée de métier extrêmement efficace contre les Polonais, s'opposent trois facteurs :

1° Les Polonais sont bien déterminés à se laisser exterminer plutôt que de retomber sous une domination prussienne. Ce facteur

moral peut sembler ne pas compter beaucoup en face des armées modernes industrialisées, mais il est d'un certain poids, spécialement depuis la guerre. Un vif sentiment national rend très difficile de gouverner contre les aspirations d'un peuple. Si donc l'Allemagne attaqua la Pologne, cela coûterait très cher en sang, même à l'excellente armée allemande, et en dépenses permanentes élevées à l'ensemble du Reich.

2° Toutes les forces internationales, même les plus indifférentes, sont hostiles à une attaque allemande contre la Pologne parce que : a) aucune ne désire favoriser les bolchevistes; b) la finance internationale est réconciliée avec la très prospère industrie polonaise en Haute-Silésie, et n'a pas d'intérêt dans le « corridor », alors qu'elle a un intérêt à soutenir Gnydia, le nouveau grand port de ce « corridor »; c) tous les Etats, sauf la Hongrie et l'Italie, sont intéressés à empêcher une nouvelle guerre; d) les conséquences pour le crédit allemand et la monnaie allemandes seraient désastreuses.

3° A l'intérieur même du Reich une violente répugnance pour l'aventure militaire est née parmi les masses des grandes villes industrielles. Sous un rapport, elles sont aussi dociles que nous le sommes, et elles peuvent être gendarmées à merci par la police mais, d'autre part, elles n'ont plus le respect de l'ancienne casta militaire prussienne, pas plus que notre peuple anglais n'a encore des respect pour la *Gentry*. Ce sentiment est d'ailleurs bien plus vif et plus amer, comme il est naturel, dans une Allemagne vaincue que dans le reste de l'Europe qui connut quand même la victoire encore que payée chèrement.

Ces trois forces font qu'il est probable que la Pologne ne sera pas attaquée. Mais en vertu de ce que j'ai dit plus haut, il restera toujours possible qu'en cas de dissensions en Europe occidentale laissant les mains libres à la Prusse, une attaque aurait lieu.

J'y ajouterai deux remarques : l'une ovlvie jusqu'à paraître inutile à formuler, l'autre qui semblera paradoxale.

La première : rien de ce que publie la presse anglaise sur le sujet qui nous occupe, et de ce que disent nos politiciens, ne vaut la peine d'être lu ou écouté. Ils ignorent tout des problèmes de l'Europe orientale. En tous les cas, il n'existe en Angleterre aucune intention de soutenir des revendications prussiennes malgré la forte sympathie religieuse, et donc culturelle, pour la Prusse.

La seconde : Si la Prusse fait la guerre à la Pologne, la grande victime sera l'Angleterre. Paradoxe, ai-je dit, mais je laisse sa crainte à l'avenir le soin de changer ce paradoxe en truisme.

HILAIRE BELLOC

---

## CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

La revue catholique  
des idées et des faits

---



# Le secret de Léon Bloy<sup>(1)</sup>

## 2° Le débat avec Ernest Hello.

Après Barbey, et mieux que Landry, il y a Hello.

Celui-là devait comprendre. Si une ouverture complète a été faite à l'époque c'est à lui qu'elle alla.

A propos de l'étude qu'il médite sur (ou contre) le livre ridicule de Joseph Serre, le *Mendiant ingrat* écrit (2) :

« Je possède heureusement quelques lettres importantes d'Hello. En les relisant, je retrouve la trace d'impressions anciennes qui ont décidé de ma vie. 1880! C'était l'aurore des tribulations épouvantables. »

« Qui ont décidé de ma vie », nous ne le lui faisons pas dire : le secret est le pivot de toute sa pensée, de toute son action.

Relevons ce mot : « impressions », si vague. Dans un livre, Léon Bloy hésite-t-il à tout livrer de son fond intime? Insinue-t-il que sa conviction est née d'impressions plus encore que de révélations?

Ses idées sont issues de son exégèse, mais aussi du milieu dévotieux d'alors où mille prophéties peu autorisées étaient prises très au sérieux. Ces idées étaient répercutées et colorées plus ou moins par Véronique, dont Bloy devinait, recueillait, interprétait les paroles, les attitudes et jusqu'aux silences. Une fois ou l'autre n'en a-t-il pas eu une vague conscience?

En tout cas, ouvrons le travail sur Hello : *Ici on assassine les grands hommes*, où les lettres sont citées. « Toutes..., de 1876 à 1881, sont sans date. L'un des signes caractéristiques d'Hello c'est qu'il n'avait pas la notion du temps (3). »

Ces dates ne sont pas impossibles à déterminer d'assez près. Bloy, grâce à son journal, tenu avec une exactitude de notaire, le talent en plus! aurait pu nous fixer. Il ne l'a pas fait, par scrupule documentaire, parce qu'aussi ce renseignement n'entraîtrait pas dans ses vus. Nous essaierons d'y suppléer, et nous constaterons que Bloy nous a livré les lettres dans l'ordre où elles ont été écrites.

Pour abrégé, naturellement, nous ne citerons que ce qui va à notre sujet.

### 1. — HELLO A BLOY (sans date) (4) :

« Je vous remercie du pressentiment que vous gardez relativement à moi et à vous relativement à moi (5). Il est probable que nous touchons à un événement qui sera l'Événement plutôt qu'un événement. Il faut que cet événement soit l'Avènement, ou tout est perdu.

« Comme c'est du talent qu'il s'agit, il faut prier au nom de Jésus (6).

« La guerre qui semble approcher est probablement l'espèce sous laquelle se présente l'Événement. Il faut que cette guerre soit autre chose que les guerres ordinaires. Il faut qu'elle soit celle que prédit l'Apocalypse.

« Et l'abbé T...? Soyez assez bon pour me donner de ses nouvelles. Est-il à Paris? Si vous le voyez, dites-lui de prier pour moi. »

La phrase si gauche sur le pressentiment a son importance. Nous le verrons bientôt, sur la matière où convergent en ce moment les espérances, ils se trouveront un jour en désaccord. Préoccupés l'un et l'autre des catastrophes imminentes qui doivent introduire le règne du Saint-Esprit, ils pensent bien être ensemble les témoins de la Troisième Personne.

On n'en saurait douter après tout ce que nous avons déjà vu.

(1) Voir *Revue* des 1<sup>er</sup>, 8 et 29 août 1930.

(2) Page 292, 29 octobre 1894.

(3) Cf. BELLUAIRES et PORCHERS, *Ici on assassine...*, p. 202.

(4) Début 1878. On lit en effet dans la même lettre : « Comment avez-vous fait pour faire passer votre article à la *Revue* [du Monde catholique]? » Bloy y avait publié un article sur les *Bas bleus*, de BARBEY parus fin 1877.

(5) C'est-à-dire : Votre pressentiment que je sais être mêlé à ce qui vous concerne répond au mien qui ne vous sépare pas de moi. Pourquoi, diable certains s'obstinent-ils à faire d'Hello un écrivain?

(6) Jésus veut dire *Sauveur*. Il est écrit : « Tu lui donneras le nom de Jésus, car il sauvera son peuple de ses péchés. » MATH. I, 21, et « Le salut n'est en aucun autre, car il n'y a pas sous le ciel un autre nom qui ait été donné aux hommes, par lequel nous devons être sauvés. » Act. IV, 12.

« Il s'agit du salut », c'est-à-dire de l'achèvement à la Rédemption.

Ainsi, dès 1878, avant qu'apparaisse *Véronique*, Bloy est plein de l'imminente venue. Il serait facile de montrer qu'il vit de ces pensées depuis longtemps déjà, rien qu'en lisant tel article de l'*Univers*, publié en 1874. Lorsqu'en 1880, Bloy écrit à Landry « l'Événement que je prononce Avènement », il ne fait que reprendre une ancienne expression d'Hello, et quand, pendant la guerre de 1914, il publie le nouveau volume de son journal sous ce titre significatif : *Au seuil de l'Apocalypse*, on voit encore qu'il ne s'agit pas pour lui d'une image saisissante, mais, à la lettre, d'une prophétie en fonction de ses idées de toujours.

Dans cette lettre, où se mêlent, comme toujours chez Hello, quand il peut vider son cœur, la préoccupation littéraire et l'angoisse, apocalyptique, deux hommes sont désignés de l'intimité de son ami, les autres, Buet, Landry, Bourget... n'étant que des profanes ou des comparses sans substance ni intérêt. Ce sont Barbey d'Aureville, le dispensateur de gloire, l'abbé Tardif, le conseiller mystique. L'abbé n'éveilla ni en Bloy ni en Hello cette fièvre de savoir « ce qui va arriver », d'interroger l'avenir et d'attendre du ciel des catastrophes. Non. Telle était l'atmosphère et le diapason des âmes pieuses — en France du moins — sous Pie IX.

Dès 1870, Bloy est hanté de prophéties. L'abbé Curicque qui en a collectionné et propagé un grand nombre, donne alors sa première édition. En 1872, il émet la *cinquième*, deux gros volumes in-8°, plus d'un millier de pages, que couvre le pavillon d'hommes comme Mgr Pie, Mgr Deschamps, deux lumières théologiques, deux futurs cardinaux. Le saint curé d'Ars chauffait les imaginations, ainsi que la Salette, Lourdes, Pie IX, l'Immaculée Conception, l'Infaillibilité, Pontmain, la défaite, le comte de Chambord. Le modernisme était encore loin, ainsi que Léon XIII et la critique! C'est ce « sublime » qui avait amalgamé Hello et Bloy.

L'abbé Tardif survient; aussitôt ils se reconnaissent en lui. L'information sacerdotale (je n'ose dire la science théologique) et l'ardeur de ce prêtre pour la Salette soufflèrent sur leur zèle. A Bloy, l'abbé fournit une méthode d'interprétation scripturaire toute symbolique, qui, revue et corrigée, le guida désormais. Mais, on peut l'assurer, pas plus que Véronique, il n'a rien commencé, rien créé. Le vrai Bloy date de loin.

### 2. — DU MÊME AU MÊME (début de 1880).

« Depuis sept mois environ, j'ai un livre sous presse, chez Palmé... Ce livre de critique a pour titre : *Les Plateaux de la Balance* (1).

« Peut-être a-t-il paru sans que j'en sache rien... »

« Et vos articles? J'ai écrit à Paul Féval, relativement à eux. Paul Féval m'a répondu immédiatement une lettre aimable. Il me dit que l'insertion de ces articles est promise, qu'il va insister et revoir Palmé à cet effet (2)... »

« Je vous remercie mille fois des magnifiques pages que vous m'avez envoyées. Je les ai lues à la personne qui peut, à Lorient, les comprendre. Elle en a été enthousiasmée. J'attends le cahier que vous m'annoncez. Je l'attends avec impatience.

« Quant aux Événements, je meurs de tristesse. Rien! Rien! Rien! Vous ne me parlez plus du signe demandé. Le confesseur d'A. M. avait parfaitement raison de demander des signes. Les demande-t-elle? Quant à moi je meurs du besoin d'obtenir quelque chose. Les idées ne me suffisent pas, il me faut des faits, des faits évidents, palpables, sensibles, grossiers et actuels (3).

« Concentrez toute votre prière et toutes celles de vos amis sur cette nécessité de faits actuels. Il nous faut absolument des témoignages terrestres. Car ce sont l'eau, le sang et le feu qui rendent témoignage sur la terre. Des faits! Des faits! Des faits! Des signes! J'aime mieux un *Tiens* que cent mille *Tu l'auras*.

(1) Voilà qui permet de situer la lettre. Le livre porte « Fini d'imprimer en mars 1880 ». Nous sommes donc au printemps.

(2) Bloy travaillait à un « incontestable dithyrambe » qui ne parut jamais et dont il put utiliser tout au plus quelques « rognures » dans le *Brelan d'excommuniés*. On comptait sur la *Revue du Monde catholique* dont Féval était le principal collaborateur. Et la personne enthousiaste de Lorient paraît être M<sup>me</sup> Hello dite Jean Lander. Et le cahier qu'on attend n'est-il pas le début du *Symbolisme de l'apparition*, publié seulement en 1920?

(3) « Je voudrais un miracle *naturaliste*, me disait un jour Huysmans. L. B.



Précipitez toutes les prières possibles sur ce même point, et, puisque je n'en peux plus, obtenez que je VOIE *aujourd'hui*.

« ...Écrivez-moi et envoyez-moi un cahier. »  
(*Belluaires*, p. 205, 6.)

Ici paraît, pour la première fois, Véronique, dont le vrai nom est désigné par ces deux initiales A. M. (Anne-Marie).

Quand avait-elle abordé Bloy? Après la mort de l'abbé Tardif semble-t-il. En tout cas, en 1880, elle n'est déjà plus une simple repentie, elle est déjà élevée jusqu'aux faveurs exceptionnelles, aux confidences du Saint-Esprit. On consulte à son sujet les directeurs. Son confesseur, avant de donner son avis, a dit : « Il faut des signes. » C'est l'exigence traditionnelle sur laquelle les prêtres et les théologiens sont toujours aussi fermes. Les Phariséens exigeaient déjà de Jésus « un signe du Ciel ». La manière d'être d'un mystique, sa sainteté, son bon sens, son tact, sa façon de parler, d'agir, cela même qu'il dit et éprouve sont bien souvent un signe suffisant par lui-même. C'est ce que Jeanne d'Arc à la Cour du Dauphin essayait en vain de faire entendre aux docteurs qui, eux aussi, réclamaient un signe. Ah! les docteurs ne se fatiguent pas à se renouveler!

On peut dire que ce qu'il y a de vrai chez les mystiques, c'est l'amour que Dieu leur inspire, la douceur dont il les inonde et par où il se les attache. Pour le reste, si évidente que soit l'action de Dieu, il est par force ténébreux — car enfin, si aveuglant que se fasse Dieu, peut-il cesser pour nous d'être mystérieux? Aussi tous ceux qui prennent ce que ces confidents balbutient autrement que comme de lointains, de fuyants symboles, sans autre signification et utilité que de porter à l'amour, sont assurés de se tromper et d'interpréter tout de travers. C'est s'exposer, comme il est arrivé à nos deux amis, à prendre les coquilles de l'huître pour la perle.

Véronique annonce des choses étonnantes, Hello veut savoir si c'est vrai : « Des signes! des signes! des signes! ». Bloy qui aime est moins difficile : il croit rien qu'à la regarder. Les exigences des confesseurs, il n'est pas loin de les recevoir en haussant les épaules. Il n'a pas tellement tort de se méfier de ces braves niais qui jugent confortablement les extatiques. Où il erre, c'est de croire à l'oracle. A. M. était, pourquoi en douter? une âme simple et tendre à qui Dieu se faisait pressentir. Seulement c'était pour la purifier, la sanctifier, non pour que Bloy connût ce que les autres ne sauraient pas, ou obtint sans fatigue ce qu'une âme plus désincarnée, plus oublieuse d'elle-même, s'évertuait à mériter.

Il ne devait pas trouver les communications de Véronique toujours assez claires; alors il les interprétait, les complétait. Il puisait avec génie dans l'Écriture, faisait des rapprochements. Et le tout donnait, faute de mieux, une base, une vraisemblance aux paroles de la voyante. Si l'on veut, il glosait sur les oracles de Véronique, comme il faisait, sans repos, sur les textes scripturaires où les événements historiques, qu'il s'est toujours refusé, en criant, de prendre pour ce qu'ils sont. Cela ne contente pas Hello. Il apprécie autant que personne, plus que personne, les théories, les hypothèses, l'exégèse de son ami dont il admire le génie; mais il lui faut davantage. Il y a si longtemps qu'il attend et qu'il est déçu qu'il lui faut du tangible désormais, du visible, du sensible, seul réel désormais pour lui. Des miracles, des guérisons, des prophéties vite vérifiables, des lumières matérielles! Disons plus, il souhaitait, sans oser le dire ouvertement, que les prophéties, à un moment ou l'autre, le concernassent, le prissent en croupe. Il ramène la couverture à lui. Naïveté, car Anne-Marie n'a d'yeux que pour Bloy. C'est lui que ses songes répercutent et amplifient. Hello, tout sympathique qu'il fût à Bloy, n'était qu'un pauvre homme; si faiblard, heurtant, peut-on dire, à la porte du paradis avec un parapluie, il ne s'est jamais assez imposé à son rude interlocuteur pour agir sur son imagination, entrer dans son subconscient, l'amener à penser à travers lui. Barbey, oui, l'eût obtenu, cela, s'il avait été moins incurablement frivole. L'emprise sur Bloy était la vraie condition pour qu'Anne-Marie aperçût Hello dans ses rêves.

De cette lutte de deux esprits, comme de la confrontation de leurs lettres, bien des choses se dégagent :

1<sup>o</sup> Bloy et Hello sont des millénaristes, des illuminés depuis toujours. Avant que Véronique intervienne, ils ont une façon apocalyptique d'entendre la religion, la vie, les événements. Ils escomptent que Dieu se manifestera d'une manière visible à leur siècle, à eux;

2<sup>o</sup> Dès que Véronique paraît, ils l'instruisent, la forment, mais, en réalité, la chauffent, la chambrent, la surexcitent. Nerveuse, simple, amoureuse, elle se convertit sans dire : Ouf! Cela ne peut suffire : on la pousse à être Madeleine. A-t-elle quelque inclination à prier, quelque joie de Dieu? Aussitôt on l'admire, on s'enivre, on l'enivre, on la pousse sur le trépid et on l'interroge. On l'interroge trop pour qu'elle ne réponde pas, et, naturellement, selon ce qu'elle a appris;

3<sup>o</sup> Malgré tout, elle ne répond pas assez. Bloy précise, explique, ajoute, efface. Son exégèse, son imagination font à Véronique un commentaire de feu qui approfondit, transfigure. Hello, qui est à Lorient, qui n'est pas amoureux de Véronique, dont la conversion est plus ancienne que celle de Bloy, qui n'est pas enivré par la nouveauté des théories exégétiques, renâcle un peu, traîne sur la route, il parle de miracle. Les lettres suivantes nous montreront de quel miracle il s'agit.

### 3. — BLOY A HELLO, le 18 août 1880.

Nous tenons par chance une lettre de Bloy à Hello. Il nous l'a lui-même conservée, en nous en donnant la date :

« ...Pour ce qui est de la manière dont l'Esprit-Saint doit se manifester, c'est le secret de la « gloire du Juste » dont parle Isaïe : *Secretum meum mihi, secretum meum mihi*, secret divinement gardé, et qu'aucune créature humaine ou angélique — à l'exception peut-être de Marie — n'a pu connaître.

« On s'est moqué, avec plus ou moins d'agrément, de ce Lucifer qui a ignoré, dit-on, la divinité de Jésus-Christ et qui l'a fait crucifier pour sa propre ruine. Je ne sais jusqu'à quel point cette grande Intelligence fût liée alors. Mais, assurément, le Pervers connaissait les Écritures et en pénétrait le sens ésotérique beaucoup mieux que tous nos docteurs réunis. C'était impossible qu'il ne vit pas que quelque chose d'infini s'accablait sur le Calvaire, mais il cherchait le Secret dont je parle, et il devait voir très clairement que CE N'ÉTAIT PAS CELA!

« Dans ce sens, il ne fut pas trompé, car Dieu ne trompe personne, pas même le diable. Ce secret, il l'a cherché cinq mille ans; c'est ce secret qui est son enfer, et c'est à cause de ce secret qu'il « tremble », comme le dit l'apôtre saint Jacques.

« ...J'ai de fortes raisons pour croire que le Discours de la Salette, que j'ai appelé le *verbum novissimum* de l'Esprit-Saint, contient sous une forme extrêmement symbolique et enveloppée le Secret qui désespère Lucifer. C'est la première Parole publique et universelle que Marie ait prononcée depuis les Noces de Cana, ainsi que je vous l'ai fait remarquer. Les dix-huit siècles qui séparent les deux époques sont le mystérieux et terrible abîme de son Silence... » *Mendiant ingrat*, 31 octobre 1894, pp. 294-295.

Ici, les choses sont dites sans figure. L'Avènement dont il s'agit est nommé en toutes lettres, c'est celui du Saint-Esprit.

Rapprochons de cette page ce que nous avons lu dans la troisième « lettre à sa fiancée » : « Il y a dans l'Évangile selon saint Marc, au chapitre XIII, 17, 32, une parole de notre Sauveur tellement inouïe qu'elle est à faire mourir d'étonnement. Il s'agit de la venue du Fils de l'homme dans sa puissance et dans sa gloire, c'est à dire du triomphe terrestre de Jésus par l'avènement du Paraclet : « Du jour ou de l'heure, personne ne sait rien, » dit alors le Seigneur, ni les anges dans le Ciel, ni le Fils lui-même, il n'y a que le Père qui le sait. »

« Quel secret! Le Père n'a même pas voulu de son Fils bien-aimé pour confident. C'est vraiment là le secret terrible de la gloire du Juste (Joseph) dont il est parlé dans *Isaïe* (XXIV, vs. 16) et qui fait crier : Malheur! à ce grand prophète. »

Dans la trente-neuvième lettre, Bloy, revenant sur le même sujet, le complète ainsi : « La gloire du Père (Joseph) c'est de cacher; la gloire du Fils (Joseph) c'est d'être caché; la gloire de l'Amour (Joseph) c'est de trouver. » Le rôle du Saint-Esprit est donc de faire deviner ce jour.

Bloy ajoute :

« Quelles pensées sublimes!

« Quand donc me sera-t-il donné de les expliquer? Puisque je ne vis que pour cela. »

Vous entendez, « puisque je ne vis que pour cela ». Annoncer la fin de la Passion de Jésus, que le Saint-Esprit lui a révélée, dit



moins dont il lui a permis de percer le secret, voilà le but de sa vie, sa mission, son secret.

C'est là toute la matière de la correspondance — et on peut le croire — de la conversation de Bloy et d'Hello.

Ayant une extatique sous la main, on pense si l'un ou l'autre allait lui parler d'autre chose! Ils l'interrogeaient pour qu'« à la gloire de l'Amour » elle « trouvât ».

#### 4. — HELLO A BLOY (début de septembre 1880) (1) :

« ...J'ai été très souffrant physiquement et moralement. La chaleur m'a fait mal et les Evénements n'arrivent pas. Je suis infiniment plus abattu que vous. Autrefois je passais ma vie dans la prière. Puis, plus tard, dans le blasphème; maintenant dans le mutisme. Ce n'est pas le silence, c'est le mutisme. Je suis muet, tant que la prière n'est pas exaucée. Je crois que j'en souffre plus épouvantablement que vous, car je ne peux plus parler.

« Vous allez donc à la Salette? Je n'ai qu'une chose à vous dire, c'est de prier pour moi, afin que je voie ma prière exaucée. Je suis constitué dans la nécessité absolue de voir. Je suis infiniment plus perdu que vous, si je ne vois pas le triomphe en ce monde.

« Il n'est plus temps pour moi de parler. Je n'ai pas la force de prier. Je subis la mort sans phrase. Le contraste est tellement effroyable entre mes anciennes expériences (2) et la réalité que celle-ci m'empêche de parler de celles-là.

« Avoir espéré ce que j'ai espéré et être absorbé à chaque instant par les douleurs physiques et par des iniquités de la même nature qui écrasent l'âme!

« Il y a un état où les espérances d'autrefois apparaissent comme des ironies et l'on a presque honte de s'en souvenir. L'échec est tellement horrible qu'il ne peut plus être exprimé par des cris. On se cache la tête et on ne dit plus rien : car toute Parole est du domaine et du ressort de l'Espérance...

« Je remarque que les autres peuvent encore parler. Je crois que j'ai le monopole de la faiblesse infinie. Le souvenir de mes antiques prières m'écrase comme la pierre d'un tombeau. Quand on a ainsi prié, que peut-on faire désormais? Où aller? A qui aller? Je suis l'être humain qui a le plus besoin de secours. Faites de votre Pèlerinage une prière immense pour moi. Faites que je voie mes prières exaucées. Le supérieur des missionnaires de la Salette, le P. Giraud, passe pour un saint. Peut-être sera-t-il, en septembre, à la Salette! Je ne l'ai jamais vu, mais je lui ai écrit. Si vous le voyez, recommandez-moi à ses prières (3).

« En général, recommandez-moi avec mes intentions, à toutes les personnes priantes que vous rencontrerez, même à celle qui vous paraîtront insuffisantes et sans envergure. Les grands n'ont pas réussi. Faites prier les petits (4).

« Tous ceux que vous rencontrerez, prêtres, missionnaires, religieux, pèlerins, jusqu'aux enfants à la mamelle, faites-les prier pour moi, et pour ma femme, et à mes intentions.

« Peut-être votre pèlerinage vous procurera-t-il, dans cet ordre, quelques rencontres. Cherchez les prières de ceux qui vous ressemblent le moins. Ne méprisez pas les livres (5). Votre plume de fer rouge doit servir à quelque chose. L'écriture que vous aimez tant est écrite (6). La Bible signifie le Livre.

« A propos du livre, vous ne me parlez pas du mien. Si, par hasard, vous ne l'avez pas, prenez-le ou faites-le prendre. D'Aurevilly a fait sur lui un article très rapide (7) dont je le remercie beaucoup. Donnez-moi de ses nouvelles. Souvenirs à A. M.

« Et quant à vous, très cher ami, bon voyage! Ne renoncez pas à votre livre. En attendant, écrivez mon nom sur la poussière des grand routes que vous allez parcourir, comme le nom de celui qui veut absolument et éperdument voir, voir sur la terre ce qu'il a demandé.

« Et vous placerez mon nom sur toutes les lèvres, même les moins éloquentes, même les plus médiocres, afin que tout, à la fois, dise et crie mon éternelle réclamation!

« ...Je vous supplie de m'écrire plusieurs fois pendant votre voyage (1). »

Au moment où lui arrive cette lettre, Bloy se prépare à partir pour « la Sainte Montagne » avec Véronique. Et c'est à ce voyage que se rapporte sa grande lumière sur la Salette.

Il semble alors avoir renoncé à écrire (cf. la lettre à Landry que nous avons vue : « il n'est plus temps »). Découragement peut-être, mais il n'y a pas que cela. Il ne croit pas qu'il y ait lieu désormais à former des projets d'avenir : la venue du Seigneur se imminente. Ainsi, avant même de toucher à la Salette, où il va demander cette venue, il croit déjà tenir la réponse. Qui nous fera croire qu'il n'eût pas persuadé Véronique et que cela n'ait pas influencé sa révélation le 19 septembre suivant?

Hello, lui, toujours moins sûr, est franchement découragé. Il veut, il aspire, il désire, mais sans plus oser demander ni prier. Le désespoir qu'il laisse éclater est bien d'ailleurs de la même veine que celui dont débordent les *Lettres à la Fiancée*, que nous avons lues, et *Le Désespéré*.

Toujours la même antienne : les deux amis veulent voir, voir! Il leur faut une nouvelle Epiphanie, tout à fait incontestable. Plus de manifestations humbles, énigmatiques et comme incognito. Un Dieu qui naît dans une étable, qui entre dans sa capitale sur un âne, qui agonise sur une croix ne les rassasie pas. Ils le veulent foudroyant.

Lisez cette note d'Hello rapportée par Bloy, qui, sur ce sujet, est clerc, les deux amis s'étant livré leur fond :

« Le désir immense et indéterminé qui m'a toujours séparé de toutes les créatures, ce trait de feu qui passait entre moi et les enfants de mon âge... cette impuissance de me satisfaire, ce dégoût inexprimable de la limite, même éloignée; tout cela c'est le fond du cœur de l'homme (2), c'est à dire le désir de voir la Face de Dieu, sa Face et sa Gloire... Et sa Face je vais la voir sur la terre, car je l'ai désirée. *Alleluia!*

« Je vais la voir et tomber mort; puis je me relèverai revêtu de sa ressemblance, et alors je parlerai (3). »

Dieu me garde de traiter sans respect Bloy ou Hello. On ne saurait trop admirer leur frénésie de Dieu. Il y a loin d'eux à des littérateurs contemporains, ou même à la plupart de nos tièdes chrétiens, si confortablement installés ici-bas! Mais que d'illusions, que de terre encore dans leurs aspirations divines!

« A propos du livre, vous ne me parlez pas du mien! » Ce mot seul caractérisé Hello. Il croyait à ses livres, il eût voulu que Dieu se dérangeât pour lui faire de la publicité. Eh oui. Cet homme de Dieu ne pense qu'à soi, il subordonne tout. Il s'impatiente que le Ciel ne le serve pas à point. Certes, on peut penser à soi, on peut voir Dieu comme nous servant, puisque c'est un fait qu'il nous sert. Mais alors contemplons cette paternelle bonté avec une stupefaction extasiée, ne nous couchons pas pour attendre et ne nous révoltons pas parce qu'il ne nous sert pas à notre joie!

#### 5. — D'HELLO A BLOY [1881] :

« Le prêtre de la rue d'Ulm a dit à Anne-Marie ce que je lui avais dit moi-même. Il faut un signe. Ce signe ne doit pas être une chose indifférente en elle-même. Il faut qu'il soit important par son objet propre, important par lui-même, important en tant que chose obtenue, et important en tant que signe des choses

(1) Que sont devenues ces lettres? De tous ceux qu'a touchés Hello, Bloy est celui qui lui fait le plus d'honneur. Hélas! Ce ne fut pas l'avis du pauvre entourage d'Hello. A-t-il cru supprimer un témoignage qui l'offusquait en détruisant ces documents si précieux? On ne saurait trop le craindre.

Qui mettra de la lumière et de l'ordre dans cette affaire? Celui qui paraîtrait le plus indiqué, c'est M. Stanislas Fumet, le premier qui ait étudié Hello avec intelligence et même profondeur (Cf. *Ernest Hello*, Paris, Editions Saint-Michel). Il n'a malheureusement pas assez cure de la biographie.

(2) Le sien et non celui de l'homme en général.

(3) Cf. *Belluaires*, p. 195.

(1) D'après cette lettre, Bloy va partir pour la Salette. Or il y est arrivé le 18 septembre 1880.

(2) Faute évidente. On doit lire : *espérances*. La suite du texte le prouve.

(3) « Je m'en serais bien gardé. L'aspect seul de ces missionnaires est à crucifier l'espérance. » (L. B.) Ne vous y trompez pas. L'espérance ici c'est Jésus, comme la foi c'est le Père et la charité le Saint-Esprit. Cf. *Lettres à sa Fiancée*. De pareils hommes, selon Bloy, maintiennent Jésus sur sa croix peut-être pour mille ans encore.

(4) Qui sont ces grands, sinon les laïcs et les prêtres instruits qu'il croyait capables d'entrer dans l'idée de la venue du Règne. D'ailleurs on lit plus loin : « Cherchez les prières de ceux qui vous ressemblent le moins. »

(5) On ne voit pas bien la suite des idées. Un nouveau paragraphe doit commencer ici.

(6) Ce n'est pas tellement sûr que cela. D'après le P. Jousse, elle a été arlée et récitée longtemps avant d'être fixée *stylo et atramento*.

(7) C'est-à-dire *sans tarder*. L'article sur *Les Plateaux de la Balance* a paru dans la *Revue du Monde catholique* le 31 août 1880. Il est, malgré ses réserves, très élogieux. Le mot de génie est prononcé dès les premières lignes. L'auteur signale chez Hello l'impuissance à trouver des titres, critique qui a été reprise par Bloy.



à obtenir. Il faut qu'il soit à la fois satisfaction et gage de satisfaction. Or nous mourons de besoins actuels et dévorants.

» Il faut donc que nos plus actuels et plus dévorants besoins soient actuellement satisfaits. Il faut santé, succès, évidence. Voilà le signe nécessaire.

» Il y a un mot dans l'Écriture qui résume tout : *Fac mecum signum in bonum ut videant qui oderunt me et confundantur* (1).

» Il faut un signe qui fasse le bien, qui fasse la lumière.

» Que faites-vous, cher ami? Écrivez-vous? Que devient ce livre dont le sujet s'est tellement agrandi qu'on ne sait plus son nom ni son titre (2)? ... Ne feriez-vous pas bien de voir vous-même le prêtre de la rue d'Ulm? Dites-moi tout ce que vous faites et, s'il est possible, tout ce que vous pensez, tout ce que vous entendez dans l'air, tous les bruits qui passent sur vous et autour de vous. M. d'Aureville a-t-il fait ses Pâques (3)? Rappelez-moi à son souvenir. Je pense à A. M. Ayez avec elle tous les genres de prudence et, quoi qu'elle dise de bon ou de mauvais, écrivez-moi. Je voudrais avoir les pages que vous écrivez, ou que vous pensez à écrire (4)...

Ainsi Hello, qui venait quelquefois à Paris, a vu Véronique l'a entretenue sur ses révélations. Il a voulu voir encore plus clair et réclamé un signe, évidemment par préjugé théologique. Il a lu dans la vie des saints modernes et chez les auteurs spirituels, il a entendu dire par tous les prêtres qu'on ne doit accepter visions et prophéties que sous bénéfice d'inventaire, que si un miracle complémentaire les confirme, manifestant, sans hésitation possible, l'intervention de Dieu. Principe confusément compris, nous l'avons vu, et en général sottement appliqué, car s'il est vrai que, selon le conseil de saint Jean, on doit « éprouver », discerner quel est « l'esprit » qui parle, tout esprit n'étant pas sûr, le mystique peut fort bien être lui-même la preuve de ce qu'il avance. Allez le faire comprendre à des gens qui croient avoir pensé, quand, à une question courante, ils ont répondu par le cliché correspondant?

Cependant, pour Hello, qui, sans avoir autant de tête que le veulent certains thuriféraires, avait cependant une véritable activité cérébrale, il doit y avoir autre chose. Il s'autorise des théologiens, de leurs lieux communs, pour exiger un miracle de plus, mais c'est dans l'espoir que ce miracle lui donnera la satisfaction de toucher davantage le surnaturel. Pour une fois qu'il a une mystique à sa disposition, il en profite, mais il ne veut pas seulement voir, comme il est encore douillet, il veut guérir. Enfin étant, hélas! un homme de lettres et ne l'oubliant pas, encore sous le boisseau, il exige le succès, les éditions en cascade, les mille qui grimpent à l'échelle. *Figaro*, les *Débats*, la *Revue des Deux Mondes* lui tireront du grand écrivain, du penseur, du Maître, et même l'Académie... Pourquoi pas? Est-ce que Jésus ne serait pas glorifié si M. Hello promenant sa lévite dans Landerneau, on entend chuchoter sur ses pas : « Maman! c'est lui, regarde-le, Papa! »

Ne pensez pas, en effet, qu'il ait dans l'esprit l'Église, la France, qui pourtant se débattent douloureusement et en faveur de qui on pourrait demander un miracle. Hello n'y pense pas. Il pense à lui, vous dis-je, et s'il dit « nous », c'est par politesse pour son destinataire, à qui il doit bien quelque chose, non parce qu'il est malheureux. Hello n'y pense guère — ce qui donne singulièrement à rêver! — n'ayant jamais connu comme souffrance que ses lombagos et ses névralgies, mais parce que Bloy tient en mains la source des miracles et des oracles. A. M. est en effet à lui, c'est bien le moins qu'Hello en ait cure.

Je n'invente rien. Quelle cible le pauvre cher homme propose-t-il à la prière de Véronique, à la miséricorde et à la magnificence divines? « Il faut santé » (la sienne, rappelez-vous ses lamentations) « succès » (ai-je dit autre chose?) « évidence » (c'est-à-dire que Dieu fixe enfin l'heure de son retour : une date, une date. Et proche!)

## 6. — D'HELLO A BLOY (1881) :

« Cher ami, votre lettre a fait sur moi une impression profonde. Très souffrant et très désolé moi-même, je remettrais ma réponse

(1) Fais-moi un signe de bienveillance, pour que ceux qui me haïssent, en le voyant, soient confondus. (Ps. 85, 17.)

(2) *Le Symbolisme de l'Apparition*.

(3) Nous sommes donc au printemps de 1881.

(4) Il semble qu'il ne s'agisse plus du livre sur la Salette, mais de notes sur Véronique que Bloy projetait d'écrire. L'a-t-il fait? Avons-nous, là-dessus, autre chose que *Le Désespéré*? Plaise au Ciel!

à plus tard, si je ne pensais que peut-être vous attendez un mot de moi, et que peut-être un silence même court ressemblerait à de la froideur.

» Je n'essaierai pas de vous dire l'horreur que me fait notre situation. Cette déception épouvantable échappe à la parole et tout ce qu'on en dirait serait moindre qu'elle.

» Mes cris sont morts de leurs excès et ne paraîtraient que peu de chose maintenant auprès de la situation qu'ils essaieraient d'exprimer.

» ...Que le désir des grandes choses ne vous fasse pas négliger les petites. Ne méprisez pas vos articles sur moi. Soignez vos affaires.

» ...N'interrompez pas votre livre.

» ...Quant aux grandes (choses), puisque personne ne peut les faire, il faut me les dire. Tout ce que vous pensez et tout ce que A. M. vous dit de plus extraordinaire, les choses trop étranges pour être supportées même par moi, ce sont celles-là que j'attends.

» Dites-moi les choses les plus énormes. Et faites les choses les plus simples...

» Donnez-moi bien vite de vos nouvelles. Et dites-moi les choses trop étonnantes pour être supportées. »

De quoi s'agit-il dans cette lettre? A quoi répond-elle? C'est ici que les héritiers de Bloy feront bien de nous fournir des lumières. A tout prix, les lettres de Bloy à Hello et son Journal de cette époque (1879-1882)!

C'est l'Avènement qui est en vue, mais quel obstacle a surgi? Quel fiasco a eu lieu? Véronique commence-t-elle à divaguer? Faut-il entendre ainsi « ce qu'elle dit de plus extraordinaire... les choses trop étranges pour être supportées », même par Hello, cependant altéré d'extraordinaire?

« Soignez vos affaires » suggère assez qu'il n'est pas question d'une catastrophe matérielle, mais d'un désastre moral, qui décourage d'agir. Mais lequel?

Un moment j'ai cru que Bloy avait fait allusion à une parole capitale de Véronique et que je rapporterais tout à l'heure.

Mais il doit y avoir autre chose, car il apparaît, en l'occurrence aussi accablé qu'Hello. Le mot de Véronique, on comprendrait que Bloy se sentit embarrassé, peiné, d'avoir à le rapporter à un ami dont il devait percer le cœur, mais ce mot ne pouvait que le réjouir pour son compte.

Tout bien pesé, et sous bénéfice de plus ample informé, j'incline à penser que dans cette lettre que nous n'avons pas et à laquelle Hello répond, Bloy est sous l'empire de trois choses :

1<sup>o</sup> Véronique commence à donner des signes d'ébranlement mental; cela et quelque péripiéties financières ont donné à Bloy cet air qu'il a si facilement d'entendre craquer les colonnes du ciel. Véronique est devenue folle au début de 1882 — nous sommes à la fin de 1881 — son mal a eu des prodromes. Bloy ne s'est avoué le désastre, il l'a écrit, que quand il n'y avait plus moyen de le déguiser à personne;

2<sup>o</sup> Déjà Véronique a parlé, elle a transmis les volontés de Dieu à l'égard d'Hello et de Bloy, et Bloy évite de transmettre la décision à Hello;

3<sup>o</sup> Probablement, parmi les perspectives que Véronique fait envisager, un événement considérable, guerre, tremblement de terre, peste ou famine, bref quelque chose qui ne dépend d'une personne, en conditionnant tout, introduit, au moins, un retard, un délai prolongé, insupportable à nos deux impatients millénaristes.

\* \* \*

De l'étude de ces documents nous est apparu nettement l'état d'esprit de Bloy au moment du secret. Il est bien ce que nous avions supposé en lisant les *Lettres à sa Fiancée*. Bloy est depuis longtemps possédé de la pensée qu'on est à la veille de catastrophes inimaginables. Il en est venu, peu à peu, à voir dans ces cataclysmes l'accomplissement de ce qu'a d'inachevé le mystère de la Rédemption. Sa fougue est telle qu'elle hypnotise littéralement et contraint à parler celle qu'il paraît consulter sur le sujet qui le passionne.

Mais deux éléments nous échappent encore. Ouvrons le *Brel d'Excommuniés* au chapitre d'Hello, nous allons lire quelque chose de nouveau et dont l'intérêt est capital :

« Il (Hello) était de ces êtres infiniment rares qui attendent encore le triomphe terrestre de Dieu et son visible règne. La se



pensée de mourir auparavant le révoltait comme une injustice, ayant conçu dans un abîme de prières l'assurance d'être le créancier de cet avènement.

» La moquerie était vraiment trop facile et ne lui fut pas refusée. Tout ce qui pouvait parler ou écrire dans le marécage de la dévotion lui devint ennemi, basement et salaudemment...

» Il eût été facile à tout autre qu'Hello de ne même pas les apercevoir. Il en fut, à la lettre, crucifié, parce que la véhémence de son magnifique désir avait fini par se confondre avec sa propre conscience et qu'il se supposait désigné pour une part quelconque dans la mise en œuvre du prochain triomphe de la Justice. Par conséquent, il ne fallait pas, selon ses vues, que l'apôtre qu'il pouvait devenir un jour fût, à l'avance, ruiné dans son nécessaire prestige.

» C'est pour cette raison qu'à tant de pages de ses livres il parle de lui-même instinctivement, quand il veut exprimer la tribulation des choisis de Dieu, méconnus et incoutés du monde qu'ils ont pour mission d'avertir. Qu'il parle de Job, de saint Jean-Baptiste, de Jésus-Christ même, s'il est question de leurs douleurs et de leurs déréllections par les hommes, on sent aussitôt le retour sur sa propre infortune de ce harangueur des déserts...

» On est en présence d'un chrétien que le christianisme n'a pu combler parce qu'il le juge *inaccompli*, et qui se désespère de voir les promesses de l'Évangile indéfiniment prorogées. En même temps, il est pénétré jusqu'aux moelles du pressentiment de la très imminente venue d'un Seigneur qui s'est évadé de nos misères il y a dix-neuf siècles, en promettant de revenir.

» La confrontation des événements actuels avec les prophéties sacrées lui démontre surabondamment que cette heure est proche et il en a une soif terrible. Ce serait, en une seule fois, l'absolu de la Vérité, de la Justice, de l'Amour et de la Magnificence! Ce serait enfin la réhabilitation de Dieu qui ne paraît pas se souvenir de ceux qu'il aime et qui fait banqueroute à sa Parole en dormant d'un long sommeil.

» Votre victime déchirée vous redemande ses membres! » crie-t-il, en s'adressant aux bourreaux éternels du Christ, et l'on s'aperçoit... que c'est à peine s'il pense à ces animaux d'orgueil.

» L'invective pourrait aussi bien s'envoler vers la Victime qui ne fait rien pour récupérer ses lambeaux terrestres, depuis bientôt deux mille ans qu'elle s'est assoupie dans le fond des cieus.

» Le malheureux, néanmoins, n'est pas un prophète. Il ne sait pas le moment précis, la minute édue pour l'apparition de la Face conspuée dont l'aspect changera la neige des mots en ruisseaux de feu. Mais il croit deviner que cette minute est sa voisine et son désir déflagrant la veut manifester, soudaine, extemporanée, crevant tout de son éclat comme une intrusion de soleil...

» Ernest Hello est un nouveau Siméon, douloureux et inexaucé, qui ne voudrait pas s'en aller, lui non plus, sans avoir tenu dans ses bras la « Lumière des nations » guettée si longtemps par lui...

» Il s'en est allé pourtant les bras vides et le cœur brisé, abandonnant son rêve... à d'autres Tantales de l'Honneur de Dieu, s'il plaît à ce Maître infiniment redoutable de se conditionner encore de *pareils martyrs* (1) ! »

On trouve tout dans cette page, même le « blasphème par amour » célébré par Bloy, ici et là, en particulier dans un passage très spécial du *Désespéré* que nous citerons.

Le maître mot pourtant, le voici :

« Il se supposait désigné pour une part quelconque dans la mise en œuvre du prochain triomphe de la Justice. »

Hello n'est pas de ceux qui se contentent d'assister au triomphe. Il ne lui suffit pas d'acclamer les vainqueurs passant sous l'arche glorieuse, il veut défilier parmi eux, en bon rang.

Bloy, qui connaissait parfaitement la question, doit être entendu là-dessus d'autant plus qu'il a partagé son espérance.

Écoutez-le l'insinuer :

« Il s'en est allé... abandonnant son rêve... à d'autres Tantales de l'Honneur de Dieu, s'il plaît à ce Maître infiniment redoutable de se conditionner encore de *pareils martyrs*! »

Cet autre Tantale c'est Bloy.

Oui, il n'a pas seulement cru qu'il verrait le triomphe, il a compté encore beaucoup plus qu'Hello avoir une part, impossible assurément à déterminer, mais qui le tirait du commun, en faisait

l'homme unique, le seul qui eût quelque chose à dire (et à faire) pour la gloire de Dieu. Principe inouï qui devait, auprès de ceux auxquels il s'en ouvrait, le faire traiter de monstre d'orgueil, de fou.

VOILA LE SECRET, TOUT LE SECRET.

Et pourtant une chose reste à dire, et que je tiens de Bloy même. Hello « n'est pas un prophète ». C'est même pour cela qu'il s'est fié à tort à ses désirs. Il les prenait pour l'appel de Dieu. Ce n'était que de l'autosuggestion.

Ainsi juge Bloy, Hello mort.

Ce qu'on ne sait pas, c'est que dans cette mort désolée de son ami il voit une confirmation de sa mission à lui.

Un jour, j'ignore quand, obsédée par les interrogations d'Hello, Véronique a rendu un oracle.

Elle a dit :

« Léon verra la gloire de Dieu, lui (Hello) ne la verra pas! »

Verdict épouvantable pour le malheureux qui ne vivait que de cette espérance. On comprend que son ami hésitât à le lui transmettre. Il en pouvait mourir. Certainement il en fut désespéré. Et c'est probablement pourquoi il rompit avec Bloy. Si l'on me disait que peu d'années après, quand il s'en alla, il s'en allait surtout de cette douleur d'avoir été écarté, privé de voir, je le croirais.

Mais on comprend aussi que quand Bloy apprit cette mort, par les journaux, sa désolation ne l'ait pas empêché de voir, puisqu'il avait été annoncé, la confirmation de sa mission.

Lui restait, c'est donc qu'il devait bien être le TÉMOIN.

(A suivre)

PAUL JURY.

## Le rôle des sciences expérimentales dans l'enseignement secondaire<sup>(1)</sup>

Il est devenu banal de parler de la décadence des humanités; l'Université se plaint assez bruyamment des sujets que lui fournit l'enseignement secondaire, et de véritables réquisitoires ont été publiés, qui n'ont pas manqué de jeter quelque inquiétude dans nos rangs.

Pour retrouver notre tranquillité nous pouvons lire les articles publiés par M. Félix Gaiffe dans *L'enseignement public*, sous le titre « Le retour à l'âge d'or », cet âge béni où les humanités donnaient leur plein rendement... Avec un luxe impressionnant de citations précises, l'auteur montre que depuis deux siècles au moins ces doléances reviennent comme un refrain, presque dans les mêmes termes, sous la plume des humanistes les plus réputés.

Le mal est donc chronique, et il semble qu'il ait son origine dans les insuffisances inhérentes à la jeunesse plutôt que dans les programmes et les méthodes pédagogiques.

Il est dans la nature de l'homme de croire qu'autrefois tout allait mieux. Sans refuser à nos devanciers les hommages qui leur sont dus, nous ne pouvons oublier les besoins spéciaux de notre époque; alors que tout évolue autour de nous, il serait étrange d'accorder aux études humanitaires le curieux privilège de retrouver toute leur force dans un retour en arrière. « A mon âge, disait en 1840 Victor de Tracy, je suis déjà plus vieux que trois ou quatre sciences; je suis né avant la chimie, avant la véritable physique, avant la géologie. Oui je suis plus vieux qu'une foule de sciences qui exercent sur la société et sur l'intelligence un immense empire, et vous prétendriez nous maintenir aux études d'il y a trois cents ans! »

(1) Rapport présenté au Premier Congrès International de l'Enseignement secondaire libre.

(1) Un Brelan d'Excommuniés : Le Lépreux, II, pp. 141-147.



L'anachronisme n'est jamais une qualité, même en pédagogie. Le but des études humanitaires est bien, me semble-t-il, de donner au jeune homme des connaissances générales qui le mettent à même de comprendre toutes les grandes aspirations de son époque.

Et pourtant il existe des humanistes qui pensent rendre service à la jeunesse en l'isolant de tout ce qui l'entoure et en essayant — sans succès d'ailleurs — de tuer sa curiosité.

J'ai foi autant que n'importe qui en la vertu formative des langues et des auteurs anciens; je suis tout à fait convaincu qu'il serait pour le moins téméraire de rompre avec la tradition en leur refusant la place prépondérante dans les humanités; mais il me paraît indéniable que les branches dites scientifiques jouent dans la formation du jeune homme un rôle, secondaire peut-être, mais indispensable, même au point de vue littéraire.

Pour éviter tout malentendu, je tiens à déclarer dès maintenant qu'il n'est pas question de demander pour l'explication des sciences naturelles un temps considérable : deux leçons par semaine à partir de la 4<sup>e</sup> latine me paraissent suffire; mais la question est d'employer très utilement ce temps et de bien montrer aux élèves qu'on ne le considère pas comme une récréation ou une diversion, mais comme une indispensable initiation aux nécessités actuelles.

« Ce n'est pas une lutte, disait Lamartine à la Chambre française, ce n'est pas un antagonisme qu'il faut établir entre les études scientifiques et les études littéraires, mais l'harmonie », chacune d'elles tenant son rang et sa place.

Or, au point de vue de la formation générale, les sciences naturelles tiennent une place honorable, tant par leur *objet* propre que par leurs *méthodes* particulières.

Je me contenterai d'énumérer presque sans développement les considérations qui se présentent aussitôt à l'esprit.

\* \* \*

Une des caractéristiques de notre époque c'est la répercussion presque immédiate des travaux de laboratoire sur l'industrie, sur la pratique de toutes les professions et presque sur la vie familiale. Dans les moindres villages on rencontre le chauffage central, l'éclairage et la force motrice électriques, le téléphone, la radiophonie; l'automobile est maître de la route et bientôt l'avion sera un moyen de transport courant. Les enfants trouvent tout naturel ce qui eût frappé de stupeur leurs grands-parents.

Peut-on donner le nom d'homme cultivé — le pourra-t-on surtout demain — à celui qui utilise ces progrès sans y rien comprendre. Sans doute on n'exigera jamais que chacun soit spécialiste en ces matières. Je n'ai pas besoin d'être ingénieur pour savoir que c'est la vapeur qui pousse le piston de nos locomotives et je me rends compte que sa force d'expansion peut être rationnellement utilisée. Cela peut me suffire, mais c'est un minimum indispensable, et ne sont-ils pas légion ceux qui ne l'atteignent pas quand il s'agit de l'électricité qui étend ses bienfaits sur toute la vie moderne?

Il est déraisonnable d'affecter pour ces matières un dédain systématique et de dire : « J'ai pu réussir sans cela ! » Ce n'est là qu'une manière assez maladroitement de justifier sa propre ignorance. On pardonne volontiers à notre génération d'être étrangère à des notions plus jeunes qu'elle, mais nos élèves n'auront pas cette excuse.

\* \* \*

Si une connaissance générale des sciences naturelles fait de plus en plus partie du patrimoine de tout homme cultivé, l'étude de ces sciences offre aux jeunes gens des avantages sérieux par les méthodes qui leur sont propres. J'en signale quelques-unes :

1. Nos élèves arrivent en général à décrire d'une façon passable un état d'âme, mais le tableau de l'inévitable ambiance est parfois ahurissant.

Voici quelques passages glanés dans des rédactions d'élèves bien doués : « Nous sommes en *automne*... les feuilles jonchent le sol, le chant du rossignol se fait plus plaintif ».

Une promenade pendant les grandes vacances, *fin juillet* : « Un gros hanneton passe près de nous en bourdonnant de *toutes ses élytres*. »

Une excursion nocturne : « L'obscurité nous épouvanta... nous nous assimes à l'ombre d'un saule... » — et plus loin... « Nous marchions *vers le nord*; l'étoile du Berger *scintillait* devant nous, et semblait nous appeler. » Si on en parle on devrait savoir que l'étoile du Berger, étant une planète, ne brille jamais au nord, et qu'un des moyens de la reconnaître est précisément l'absence de scintillation.

Et pour finir cette perle : « Un coup de tonnerre, *suivi* d'un éclair fulgurant... »

Ces quelques exemples, choisis entre mille, montrent qu'il n'est pas inutile de consacrer quelques heures aux sciences qui apprennent à observer. Nos élèves pourront alors remplacer ces poncifs par des choses vécues. La littérature n'y perdra rien.

2. A l'observation succède l'expérience qui est, on l'a dit, une question posée à la nature. Faire une expérience, ou seulement la comprendre, suppose tout un travail d'analyse : un fait complexe se présente; il faudra le dépouiller par essais successifs de toutes ses circonstances accessoires pour ne retenir finalement que les conditions qui lui sont indissolublement liées. On tient alors ce qu'on appelle les « causes » du phénomène. Il serait superflu de démontrer le côté formatif d'un tel exercice.

3. La paresse innée tient souvent les élèves dans l'« à peu près » aussi bien dans les termes que dans la pensée. Or en matière scientifique la précision des termes peut seule donner de la valeur à un exposé. Le professeur est donc tenu de l'exiger plus que dans beaucoup d'autres branches et l'élève intelligent se rendra mieux compte de l'effort à faire et de son utilité.

4. L'induction est un mode de raisonnement très usité et dont on fait facilement abus. Or toute science positive y recourt de façon incessante, et il n'est aucune discipline qui en montre mieux, de façon contrôlable, les avantages et les dangers. L'élève y puisera donc inconsciemment des leçons de prudence.

5. Enfin il sera permis de signaler, au moins à titre accessoire, combien il est désirable que nos élèves constatent que leurs maîtres catholiques prennent en sérieuse considération les matières scientifiques et les abordent en pleine indépendance.

Ils entendront fatalement parler un jour des prétendus conflits entre la science et la foi, et si le doute vient à les effleurer, le souvenir de leurs maîtres sera pour eux un réconfort.

\* \* \*

Pour que l'étude des sciences naturelles réalise ces heureuses conséquences, quelques conditions me paraissent indispensables :

Cet enseignement ne peut être purement descriptif. L'expérience réalisée devant les élèves, avec leur collaboration quand c'est possible, doit être la base.

Ces expériences doivent réussir; car un échec, et surtout des échecs répétés, ébranlent la confiance des élèves dans la valeur des lois proposées ou dans celle du professeur. Si celui-ci connaît les conditions liées au phénomène attendu, et s'il dispose d'un outillage suffisant, l'effet annoncé se produit toujours. Les collègues doivent



donc s'imposer les sacrifices indispensables pour monter des laboratoires.

De longues descriptions de machines n'ont aucune valeur formative; des schémas sobres et clairs concentrent l'attention sur les éléments essentiels et font gagner un temps précieux.

On ne négligera pas de faire l'historique des lois fondamentales. En racontant comment les expérimentateurs célèbres ne sont arrivés qu'après de longs tâtonnements aux énoncés actuels, on affina l'esprit critique des élèves en les intéressant vivement.

Le cours ne peut être une énumération fastidieuse de lois disparates; le professeur saura négliger l'accessoire, rechercher les liens entre les divers chapitres et initier les élèves aux vivantes hypothèses modernes. Toutefois il mettra tous ses soins à séparer dans l'esprit des élèves d'une part les lois acquises qui ne changent pas et d'autre part les hypothèses qui ne sont que des instruments de travail. On parle trop de la banqueroute de la science faite de faire cette distinction : quel que soit le sort réservé à la théorie cinétique des gaz, la loi de Mariotte restera toujours vraie dans les limites où elle est énoncée.

Enfin, et c'est le point délicat, il faut que le professeur de sciences naturelles, plus que tout autre, ait une préparation solide, de bonnes aptitudes pédagogiques et un horaire relativement réduit. Je dis « plus que tout autre », car d'un cours assez médiocre de latin ou de littérature les élèves emporteront toujours quelque chose, tandis que si les sciences naturelles ne sont pas bien enseignées, le résultat sera tout à fait nul.

Je ne me dissimule pas que ces diverses exigences se butent à des difficultés d'ordre pratique, mais il me paraît nécessaire que nos établissements catholiques se fassent remarquer par leur ardeur à marcher dans la voie du progrès.

J. TILLIEUX.

## Autour de 1830

### Les précurseurs des grands congressistes

Lorsqu'on interroge les lointaines institutions politiques et sociales de nos pères, il faut reconnaître que notre indépendance, aujourd'hui séculaire, avait reçu au cours de l'Histoire une remarquable préparation.

Depuis les temps reculés du moyen âge, Flamands, Brabançons et Liégeois avaient obtenu de leurs princes des chartes qui sauvegardaient plus que partout ailleurs les droits de l'individu. Les Belges, peut-on affirmer, ont toujours eu le goût de la démocratie.

Par la suite, Philippe le Bon, premier souverain « national » réunissant en assemblée les Etats généraux, avait consacré sous un gouvernement fédératif les prérogatives des différentes provinces et un état de choses respectant les suffrages des populations.

De leur côté, les habitants de la principauté de Liège possédaient depuis la Paix de Fexhe une constitution si libérale, qu'en 1789, Mirabeau apostropha le patriote Bassenge par la phrase connue : « Que désirez-vous donc, Messieurs les Liégeois? Nous ne combattons que pour conquérir ce que vous possédez depuis des siècles ».

Il suffit de feuilleter les archives régionales pour suivre, pas pas, dans la vie communale ou municipale la continue résistance des communautés aux empiètements des pouvoirs trop omni-potents. On y saisit sur le vif la fierté parfois impertinente avec laquelle nos ancêtres défendaient des privilèges immémoriaux.

C'est pourquoi, en 1830, la réaction au despotisme du roi Guillaume était si générale que des partis opposés dans leurs doctrines comme le parti catholique et le parti libéral s'unirent irrésistiblement pour balayer toutes les servitudes. Et la Constitution sortie des délibérations de nos congressistes, dont Emile de Laveleye pu dire qu'elle demeurait debout cependant que la France

voisine en avait épuisé onze, fut une des œuvres les plus solides qu'ait jamais édifiées la sagesse des nations.

Si elle fut un monument tellement durable, elle le doit à l'esprit élevé qui anima ses membres, esprit élevé qui n'était lui-même que l'aboutissement de cette passion de la liberté et de la justice dont à travers les siècles les générations s'étaient repassé le flambeau.

Lors du cinquantenaire de notre libération, à la séance commémorative qui réunissait les Chambres législatives, la pérennité du Congrès national fut soulignée d'une façon impressionnante par le doyen d'âge des survivants de l'illustre assemblée. Vénéraliable vieillard de quatre-vingt-quatre ans, haute figure de magistrat, le procureur général honoraire Mathieu Leclercq prononça ces paroles mémorables : « Certes, les temps changent et avec eux les idées, mais les principes fondamentaux proclamés par le Congrès national ne changent pas; ils sont la vérité, et la vérité est immuable ».

« Ce jour-là, dit M. Paul Hymans dans une notice qu'il consacra à M. Leclercq, on vit des larmes couler sur le rude visage de Paul Janson. »

C'est qu'aussi Mathieu Leclercq incarnait à tous les yeux le constituant de l'époque héroïque. Bien qu'il eût, par une lettre que lui avait dictée son extrême modestie, refusé à l'historien Théodore Juste de figurer dans la « Galerie des fondateurs de la Monarchie », on le tenait pour un homme qui avait joué un rôle marquant au Congrès. M. Charles Faider, qui le suivit dans les fonctions de procureur général et de ministre de la Justice, a dit de lui qu'il fut « un des esprits dominateurs du Congrès, un directeur d'opinions et de résolutions ».

Ce prestige lui venait de la haute idée qu'il se faisait des devoirs d'un vrai citoyen : impartialité dans les jugements, tolérance vis-à-vis des idées d'autrui, scrupuleuse exécution des mandats.

Le 31 mars 1831, constatant que le Congrès national tendait à dépasser les limites de la Constitution en se mêlant de gouvernement, il crut devoir s'en séparer par cette lettre adressée au président :

« Je me serais retiré du Congrès immédiatement après le vote de la loi constitutionnelle, de la loi électorale et de l'élection du régent, si j'avais cru que ce corps conserverait ses pouvoirs au delà du temps nécessaire pour la réunion des Chambres législatives. Je regardais en effet comme accompli le mandat qui m'avait été confié par mes concitoyens; je croyais que l'opinion publique devait être de nouveau consultée sur les hommes auxquels serait confié l'exercice du pouvoir législatif, et que, si nous devions encore nous assembler, ce ne pouvait être que pour prendre des mesures que réclamerait l'urgence immédiate des événements. »

La force des hommes de cette trempe est d'avoir pu toujours soumettre tous leurs actes aux suffrages de leurs concitoyens.

Ce principe de saine démocratie, qui participe de la valeur de nos traditions et qui a conservé à nos contrées la garantie de nos libertés, Mathieu Leclercq le tenait de ses ancêtres. Son père, Olivier Leclercq, curieuse personnalité qui remplit les diverses fonctions de la magistrature sous les régimes autrichiens, français et hollandais, toujours indépendant, toujours honoré, l'en avait fortement imprégné. Et cet homme de loi avait lui-même puisé chez son aïeul, un autre Mathieu Leclercq, bourgmestre de la baronnie d'Herstal-Wandre, défenseur passionné des droits souvent brimés de ses concitoyens, l'exemple des plus fermes vertus.

\* \* \*

Le professeur Alphonse Le Roy, dans son *Liber memorialis* de l'Université de Liège, dit d'Olivier Leclercq qu'il avait pour maxime principale de ne jamais prendre de résolution de quelque importance sans avoir la certitude de pouvoir sûrement en soumettre les raisons à l'approbation publique.

Olivier Leclercq avait commencé de bonne heure à s'insurger contre les injustices et les abus, d'où qu'ils vinssent.

Né à Herve en 1760, éloigné de sa ville natale par les fortes études qu'il fit à Louvain aux collèges du Saint-Esprit et de Drusius, puis à l'Université de Bruxelles, dont il sortit docteur en droit *in utroque*, il donnait des cours de droit dans cette dernière ville et plaidait au Conseil souverain du Brabant lorsque la révolution brabançonne le ramena dans son pays d'origine, l'ancien duché de Limbourg.



Cette province subissait dans l'organe de ses Etats la contagion révolutionnaire, mais le peuple même y était réfractaire. La noblesse et le clergé avaient aux Etats une influence prépondérante, et même exclusive, bien qu'ils ne représentassent qu'environ un millier d'âmes sur les quelque cent mille habitants du Limbourg.

Précédemment, dans un manifeste intitulé « Le cri de ma Patrie, par un habitant de la province de Limbourg », Olivier Leclercq s'était déjà fait le porte-parole des Limbourgeois composant la masse des citoyens pour dénoncer les abus de pouvoir de ces Etats, qui, notamment, avaient tenu la main au maintien d'une organisation judiciaire viciée par l'incompétence des juges, la longueur des procès et l'accablement des plaideurs de condition modeste.

Il y fixait, au début, la mission historique des Etats : « Nos ancêtres, disait-il, craignant qu'une autorité absolue et illimitée accordée au Souverain ne menaçât leur liberté, la tempérèrent. Notre Souverain est le suprême législateur, mais il est lui-même lié par des lois, un pacte solennel conclu avec son peuple pose des bornes à son pouvoir. Les Etats, intermédiaires entre lui et son peuple, lui portent les représentations de celui-ci, l'assistent de leurs lumières, lui montrent la route qu'il faut prendre pour rendre ses sujets heureux.

« Les Etats ne sont que les représentants du peuple, ils ne sont que des mandataires, leur devoir est de remplir avec exactitude les mandats que le peuple leur donne; les Etats, sont, enfin, le peuple, qui, ne pouvant agir par lui-même, les charge de porter ses plaintes, ses peines, ses besoins au Souverain et de le supplier de les faire cesser. Telles doivent être les fonctions augustes de nos Etats ».

Mais, expose-t-il ensuite, « des trois ordres composant les Etats, clergé, noblesse et roturiers, les deux premiers, plus éclairés et plus puissants, assujettirent bientôt le troisième et envahirent ses droits ». Ils suggérèrent au Souverain des institutions qui ne visaient que leurs intérêts particuliers, sous couleur de s'occuper du bien public, à l'encontre duquel ils travaillaient.

Par-dessus eux, l'intérêt bien compris du peuple rejoignait, cependant, celui du Souverain. Olivier Leclercq en fait la démonstration : « L'intérêt du Souverain est si étroitement lié avec celui de son peuple qu'il ne peut vouloir le malheur de celui-ci, la secousse s'en ferait sentir jusqu'au trône, ce serait travailler à sa ruine. Il n'y a qu'un Souverain aveugle ou trompé par des ministres pervers qui puisse rendre un peuple malheureux; le bonheur de ce dernier est assuré lorsqu'il est gouverné par un prince laborieux, qui connaît ses intérêts et qui ne confie point les rênes du gouvernement à des mains étrangères.

Cette vérité est frappante. La source des richesses qu'un Souverain possède est dans son peuple : désire-t-il accumuler des trésors? il faut que son peuple soit dans l'abondance; veut-il des armées innombrables? la population du royaume doit être nombreuse, et point de population sans un gouvernement modéré et juste; aime-t-il de paraître puissant, de figurer avec éclat? un peuple riche, content, heureux sont les marques les plus saillantes d'une véritable grandeur. »

Il conclut en réclamant une réforme complète de l'administration de la justice.

Rentré à Herve au milieu de l'agitation des esprits, au courant des tendances factieuses des Etats et de l'impopularité que la révolte qu'ils méditent rencontre auprès de l'énorme majorité des habitants, il publie l'« adresse d'un citoyen aux Etats de la province de Limbourg ». La voici :

#### « MESSEIGNEURS,

« L'objet qui nous occupe aujourd'hui est des plus importants que vous ayez encore traités, il s'agit de la destinée de la province de Limbourg. Vous allez maintenir notre constitution ou la renverser jusque dans ses fondements, vous allez établir la prospérité de plusieurs milliers d'hommes, ou vous allez les plonger dans un abîme de malheurs...

« Resterons-nous soumis à la domination de l'Empereur? ou allons-nous être forcés d'obéir à un autre Souverain? Serons-nous déclarés indépendants? ou conserverons-nous nos lois, nos coutumes et notre constitution? Telle est, Messeigneurs, la question importante que vous allez agiter.

« Nous ne vous rappellerons pas les obligations que vous impose l'emploi de représentant du peuple auquel votre naissance et

vos dignités vous élèvent, c'est le bonheur de vos commettants qui doit vous guider, et pour le connaître, il faut consulter la nation. Mandataires du peuple limbourgeois, vous ne pouvez outrepasser les mandats qu'il vous a donnés, vos décrets sont frappés de nullité dès que vous vous en écarterez...

« Avant de vous exposer les avantages et les inconvénients du parti qui serait contraire à nos vœux, proposons quelques observations préliminaires.

« La première question qui se présente est de savoir si vos mandats vous donnent le pouvoir de déclarer l'Empereur déchu de la souveraineté, pouvez-vous faire cette opération sans consulter la nation, n'est-ce pas à elle enfin à vous prescrire la marche que vous devez tenir dans cette affaire? Les premières notions de droit politique suffisent pour résoudre cette question, disons-le sans crainte : non, vous n'avez pas des pouvoirs assez étendus pour déclarer Joseph II déchu de la souveraineté de la province du Limbourg.

« Notre constitution est un contrat que le Souverain fait avec le peuple, mais la nation entière ne pouvant veiller par elle-même au maintien de ce contrat, ne pouvant défendre par elle-même les barrières qu'elle mettait entre sa liberté et le pouvoir souverain et craignant que son Roi ne passât les limites qu'elle avait tracées, vous remit le soin de veiller au maintien de ses lois, vous donna le mandat de ne point les transgresser, vous enjoignit expressément de les garder dans toute leur intégrité et de ne leur laisser porter aucune atteinte.

« Voilà, Messeigneurs, la commission dont vous êtes chargés, voilà les pouvoirs que vous tenez de la nation; les outrepasser, c'est usurper une puissance que vous n'avez pas, c'est méconnaître les droits du peuple, c'est les enfreindre, c'est les fouler aux pieds et vous rendre coupables du crime de lèse-nation. Si, sans vous rendre criminels, vous ne pouvez pas permettre qu'on renverse nos lois fondamentales, le crime serait bien plus révoltant si vous les renversiez vous-mêmes, si vous abattiez notre constitution, vous qui devez en être les gardiens fidèles et les appuis les plus fermes. Voilà des vérités, Messeigneurs, marquées du sceau de l'évidence et qu'on ne parviendra jamais à obscurcir...

« Vous me direz que les Etats de Brabant ont dépouillé l'Empereur de la souveraineté. Mais ce n'est pas l'exemple de nos voisins qui doit nous guider, c'est la raison. Je laisse aux Brabançons le soin d'approuver ou de condamner la conduite de leurs Etats; il me suffit d'avoir montré que vous ne pouvez les imiter sans vous rendre prévaricateurs et sans usurper un pouvoir que vous n'avez pas.

« La deuxième question qui se présente est de voir si l'union qui existe entre le Brabant et le Limbourg ne nous force pas à suivre les traces de la première de ces provinces et à nous déclarer indépendants.

« Non, Messeigneurs, cette union ne peut forcer le Limbourgeois à se soustraire à la domination de son Souverain.

« A quoi cette union nous engage-t-elle? A conserver le même Souverain et à vivre sous les mêmes lois, et, dès que le Souverain commun est déclaré par un des deux peuples déchu de la souveraineté, l'union est brisée, celui qui a fait cette déclaration l'a rompue, et, si on pouvait se permettre des reproches, ils tomberaient plutôt sur le Brabançon que sur le Limbourgeois. Quoi! Si ce peuple avait formé le dessein d'assassiner son Roi, vous seriez obligés de lui prêter votre bras pour commettre cet attentat horrible? Vous devriez lui porter le deuxième coup de poignard? Loin de nous ces pensées abominables, elles font frémir!

« Le peuple limbourgeois n'est pas soumis aux Brabançons, il peut se gouverner par ses lois, il ne doit point recevoir des impulsions étrangères. On pourrait dire avec autant de raison que le Brabant est forcé de nous imiter, qu'il est forcé de conserver le même Souverain parce que nous ne voulons pas en changer.

« Nous sommes les égaux des Brabançons, nous ne sommes pas leurs sujets. Ces mots suffisent pour vous montrer vos obligations et votre devoir; ils suffisent pour vous montrer qu'il faut consulter notre intérêt personnel et que les résolutions de l'étranger ne doivent point influer sur votre conduite.

« Les Brabançons ont pris les armes, disent-ils, pour conquérir leur liberté, ils savent sans doute qu'ils ne peuvent sans une injustice criante nous dépouiller de cette liberté qu'ils réclament; ils savent que c'est une iniquité révoltante de troubler un peuple dans la possession de ses droits et que vous avez celui de vous gouverner par vous-même.

« Bannissez donc toute crainte, que la justice du peuple qui se



dit votre associé vous rassure, ne lui faites pas l'injure de le croire capable de vouloir vous enchaîner à son char malgré vous... »

Après avoir rappelé que l'Empereur accepta le plan pour l'ordre judiciaire proposé par les Etats, et qu'il se montra attentif aux vœux des Limbourgeois, Olivier Leclercq brosse un tableau des maux que la guerre contre un puissant monarque vaudrait au pays, « si sera le premier exposé au choc ces armées impériales.

1. Contre ensuite que les sources de la prospérité du Limbourg, culture et ses fabriques de draps, florissantes grâce aux exportations exemptes d'impôts, seraient dans un conflit inévitablement taries, et il termine par cette péroraison : « Ne vous laissez pas entraîner, Messeigneurs, par les clameurs de quelques hommes intéressés qui cherchent à se donner du relief et à faire percer leur mérite imperceptible en s'accrochant à tous ceux qui peuvent leur donner du crédit, interrogez le peuple et suivez ses vœux. N'ayez égard qu'à son bonheur! »

Olivier Leclercq pensait donc que son pays n'avait rien à gagner et tout à perdre dans une aventure révolutionnaire. Il discernait aussi dans l'attitude de son Souverain une bonne volonté et un amour du bien public que les privilégiés de l'époque voulaient ignorer et à laquelle l'Histoire n'a pas tardé à rendre justice. Mais il n'avait rien d'un thuriféraire du pouvoir. Dans les notes autobiographiques qu'il a laissées, notre ancêtre écrit qu'après la restauration, lors d'une assemblée qui se tint publiquement à Herve, « un membre adulateur, briguant un emploi, fit la proposition d'accorder au gouvernement rétabli des subsides à perpétuité. M. Leclercq, dit-il, prit la parole et rejeta cette motion. Son avis fut adopté par le peuple, entièrement dévoué, cependant, à la Maison d'Autriche. Ce rejet était une preuve d'indépendance ».

\* \* \*

Mais les Limbourgeois ne jouissent pas longtemps des avantages du calme établi. Nous voici en 1793. Olivier Leclercq est avocat et juge à la chambre des domaines et tonlieux dans sa ville natale lorsque les Français envahissent la contrée.

« Les représentants du peuple suivaient l'armée, consignent-ils sans ses cahiers, ils étaient chargés d'organiser le pays et de le gouverner. Sous un régime despotique, on ne parlait que de liberté, mais pour eux c'était un mot vide de sens... »

« Le début des Français, continue-t-il dans une narration pittoresque, fut la demande d'une somme onéreuse que la petite ville de Herve devait fournir. On assembla les notables, M. Leclercq se rendit à cette assemblée et il l'engagea à nommer quelques députés chargés de réclamer contre la contribution exorbitante qu'on imposait à la ville; il fut un de ces députés, se rendit avec ses collègues près des envoyés du gouvernement chargés de recueillir la somme demandée, et, prenant la parole, leur fit voir qu'il n'était pas possible de satisfaire à leur demande. Il reçut pour réponse que la somme demandée était de beaucoup inférieure à celle exigée de la ville de Bruxelles. Cette observation de l'envoyé français fit rire les députés de la ville de Herve : « Regardez donc les deux villes, lui dit M. Leclercq, chargé de parler au nom de ses commettants, il est telle rue de Bruxelles beaucoup plus opulente que la ville entière de Herve! » Et le rire de l'envoyé français se mêla à celui des députés de la ville natale qu'ils représentaient; il finit par dire qu'il avait des ordres qu'il ne pouvait enfreindre et qu'il leur conseillait de payer une somme, quelque minime quelle fût, et de réclamer près des supérieurs qui, dans ce moment, étaient à Liège. Herve fut presque complètement délivrée du fardeau dont on voulait l'accabler.

« Quelques jours après cet événement arriva le citoyen Gillet, représentant du peuple attaché à l'armée de Sambre et Meuse; il renouvela la demande de l'impôt infligé à Herve. Nouvelle députation, dont M. Leclercq était l'orateur. Le représentant débuta par dire à cette députation que la ville de Herve était accusée de ne pas avoir été patriote pendant la révolution brabançonne. Il ne fut pas contredit et il se hâta d'ajouter : « Il est vrai que le patriotisme brabançon de cette époque ressemblait beaucoup à l'aristocratie, le patriotisme de cette époque serait une contre-révolution chez nous ». Après ce préambule, il parla de l'impôt et l'orateur de la députation hervienne lui prouva l'exorbitance de cet impôt et l'impossibilité d'y satisfaire, il lui développa le cadastre établi dans la province de Limbourg. Le représentant français convint qu'il fallait en effet changer complètement la

demande qu'on avait faite et qu'ils s'en occuperaient. Herve fut encore délivrée du fardeau qu'on voulait lui imposer.

« L'armée française étant au-delà d'Aix-la-Chapelle avait besoin de refaire sa chaussure. Un ambitieux du pays, aspirant à quelque place, conseilla au représentant du peuple de charger la ville de Herve de la confection d'une quantité énorme de souliers. Troisième députation, dont M. Leclercq fut encore le chef. Il prépara une pétition composée dans le style républicain. Il n'y déguisait pas la vérité des moyens qu'il proposait pour écarter la demande ridicule qu'on avait faite; cette vérité était crue, sans ménagements et sans phrases adoucissantes. Le fonctionnaire à qui elle fut montrée, pour qu'il la transmitt au représentant, dit que cette pétition était bien dure, bien crue : « Adoucis-moi tout cela, citoyen », dit-il à l'auteur.

« — Hé quoi, répondit celui-ci, les Républicains redoutent-ils la vérité toute nue, faut-il leur parler comme des courtisans parlent à leur maître? »

« — Tu as raison, citoyen, répondit ce fonctionnaire, mais songe qu'il y a toujours un peu de l'homme susceptible dans le républicain, adoucis-moi tout cela. La pétition fut adoucie et les députés qui la présentèrent eurent un succès complet. »

Voici, après les misères de la période révolutionnaire, l'avènement du Premier consul Bonaparte. Le duché de Limbourg a été supprimé. Olivier Leclercq est établi à Liège, où il s'est fait au barreau une position distinguée. Suivant Alphonse Le Roy « ses succès attirèrent l'attention du Premier consul, occupé de renouveler le personnel de toutes les institutions » (1) et la présidence du tribunal de première instance lui fut offerte. Il hésite d'abord et finit par l'accepter sur les instances de ses amis. La tâche est ingrate, les causes arriérées ou pendantes abondent, les défenseurs officieux, souvent sans instruction sans diplôme, causent la longueur et la multiplicité des procès.

Aussi, le ministre de la Justice, se méprenant sur les apparences, taxe un jour le président du tribunal de négligence dans l'accomplissement de ses devoirs. Celui-ci lui adresse aussitôt un tableau exposant le nombre des causes jugées, lui demandant « de mettre le tribunal qu'il présidait en parallèle avec le tribunal le plus diligent de la République, ajoutant qu'il était sûr de l'emporter ». La réponse du Ministre est une lettre de félicitations « sur la manière et la promptitude dont la justice était rendue à Liège ».

A propos du vote requis sur le consulat à vie et sur l'empire, rendons la parole à Olivier Leclercq : « Ami de la légalité, ennemi de l'arbitraire, le président donne la preuve de ce caractère lorsqu'il fut question d'élever Napoléon, de le nommer Premier consul à vie. Il refusa l'adoption de cette mesure, quoique, par état, il fut obligé de signer et de clore le procès-verbal contenant les adhésions à ce changement radical de l'ordre existant ».

Olivier Leclercq fut nommé successivement par la suite conseiller à la Cour d'appel de Liège et Premier avocat général près la Cour impériale. C'est pendant qu'il exerçait ces fonctions qu'il publia son important ouvrage *Le droit romain dans ses rapports avec le droit français et les principes de deux législations*, ouvrage remarqué par l'archichancelier Cambacérès et dont les journalistes de Paris rendirent un compte raisonné des plus flatteurs (2).

(A suivre.)

ALFRED-OLIVIER LECLERCQ.

(1) *Biographie Nationale*, t. XI.

(2) A. LE ROY en dit dans la *Biographie Nationale* : « Ouvrage considérable, trop oublié aujourd'hui, mais qui fit légitimement sensation à l'époque où il vit le jour. »

## CATHOLIQUES BELGES

employez

les timbres d'ORVAL



## Les livres et la vie

## "L'Amitié de France,"

Il faudra bien que l'on s'habitue à ce que les jeunes hommes de notre âge aiment à tourner leurs yeux pleins de fièvre vers ce temps déjà trop lointain où les poètes savaient souffrir. Le monde actuel est un monde froid, un monde implacable. De temps en temps, ombres lumineuses qui passent sur notre désert, un Claudel ou un Bernanos viennent redire ce chant de l'âme qui semble ne plus trouver d'écho sur les visages mécanisés et que pourtant les hommes attendent dans le secret de leur déception et de leur froideur. Nos voix s'étouffent, nos yeux cherchent en vain des yeux. Nous appelons à la rescousse les amis et les compagnons qui veulent encore grossir le chœur, faire monter, malgré tout, le chant. Un lourd sommeil, avec des ronronnements obscurs, répond seul à notre cri clair; et lorsqu'on veut enfin se compter on découvre qu'on est bien peu, que c'est presque la solitude, avec cet effrayant silence qu'elle vous crée comme une tunique ou vous impose comme une prison!

Alors on revient aux vieux livres. On entr'ouvre les pages jaunies. On entend les musiques lointaines qu'ils prolongent aux confins du cœur. On respire leur parfum de bois et de villes, où entrent toutes nos espérances et qui consolent nos déceptions. Fournier ouvre pour nous la grille du domaine mystérieux. Lafon nous rend les douces images de l'enfance où veillent des regrets féconds. Péguy guide nos pèlerinages sur les routes pleines de soleil, et quand la fatigue est trop grande, quand la lassitude est trop forte et qu'elle nous raidit tous les membres, d'une voix d'homme graye, d'une voix qui sait ce qu'elle dit, tous les mots, toutes les syllabes, il chante des strophes lentes qui dérivent et qui exaltent comme un baume noir sur les blessures d'un mendiant! Et d'autres suivent... Les années ont blanchi leurs tempes, les luttés ont plissé leurs fronts... Il y a Maurras qui sent dans son cœur les coups portés à la frontière, et qui, de sa belle voix sourde, dénonce et flétrit les dangers; il y a Barrès, un peu hautain, un peu distant, un peu acteur, mais dont tous les actes conservent une telle allure de noblesse, toutes les cadences, un tel accent de sombre grandeur! Il y a Claudel, maintenant vieilli dans les ambassades, rompu aux négociations, riche et las de bien des traités, mais qu'il nous semble toujours voir le front tendu, le regard ardent, au pied du second pilier à droite dans la nef de Notre-Dame, ce jour unique où il reçut avec la grâce d'aimer et de croire le don pathétique de chanter! Il y a les autres, la foule obscure, grouillante, des autres, la troupe de ceux qu'on ne nomme pas parce qu'ils ne sont pas capitaines, parce qu'ils se contentent de marcher, du même pas, de la même ardeur, tels des soldats qui font l'étape sous le « barda », les mains ballantes devant le corps, comme des gens dont on ne sait s'ils sèment des larmes ou s'ils s'accrochent à la terre pour trouver la force d'avancer.

Tout cela fait une grande cohorte sous le ciel d'août 1914. Un grand camp d'âmes, ceintes durement, et prêtes aux souffrances prochaines.

Rien ne leur est indifférent. Les champs, les bois, les vallonnements stricts et justes, la pauvre paix des villages à l'aube, les voix de la terre et du cœur, les trous d'azur dans l'air liquide et les trous d'ombre au creux des âmes... ils aiment, célèbrent tout cela. Ils le saisissent entre leurs mains promises à la mort, ils l'échangent, le jettent, le sèment, l'inscrivent sur la pierre et dans l'homme... C'est comme une armée qui se lève, et qui sent bien qu'elle va partir et qui cueille les heures brèves où il lui est encore donné d'embrasser un enfant ou une femme, de cueillir une fleur fugace, de faire couler dans l'air léger les notes douces d'une mélodie qui exprime le rythme du cœur. Des fronts, des mains, des yeux, des âmes : Péguy leur a donné un nom — la génération sacrifiée. On comprendra que nous y reconnaissons nos frères. Quand pèsent sur nous les mêmes menaces, quand le fruit des mêmes lâchetés est près encore d'empoisonner notre jeunesse, on comprendra que nous aimions trouver dans leur camp l'air qu'il nous faut, l'élan nécessaire à nos âmes, les chants qui font surgir en nous nos rêves et nos voix de l'enfance — et cette foi qui nous fait vivre en la double proximité, en l'union étroite et durable de la pauvre

terre temporelle par laquelle on aime et on meurt, et du ciel où l'on tient fixé ses regards comme vers la halte désirée où tout répit est un repos définitif. Ils sont pour nous la grande, la souterraine, l'impérissable « amitié de France ». Ombres mortes, mais qui disent encore les seuls mots que nous comprenions, ils se penchent sur nos jeunes fronts et y déposent, avec le baiser qui consacre, la confiance qui dispense le secret et la vocation...

\* \* \*

Si j'ai évoqué la totale *Amitié de France* c'est pour arriver à cette amitié plus restreinte qui vécut sous ce signe altier et fit des années 1912 à 1914 le plus fraternel des groupements, celui dans lequel on reconnaît le mieux dès l'abord, avec cette passion de servir et cette exaltation d'aimer, les graves bonheurs de découvrir les grandes œuvres et les plus beaux chants... Autour de Georges Dumesnil, doux philosophe qui savait comprendre les poètes, François Mauriac, Robert Valléry-Radot, André Lafon, Eusèbe de Brémond d'Ars formaient une équipe brillante, de ces équipes qu'on ne trouve plus en ce temps où tout étudiant est absorbé par sa carrière et ses examens!

Ils ont fondé et ils rédigent les *Cahiers de l'Amitié de France*, une revue de jeunes dont la lecture évoque aux yeux un peu attentifs tout l'ensemble de l'avant-guerre, cette humble et forte préparation à un événement mystérieux dont on ne savait quel il serait, mais dont la menace détachait l'homme des dominations trop terrestres et lui donnait cette liberté devant la beauté même des choses qu'il faut pour les bien pénétrer.

Tous ces jeunes hommes sont « jammistes »... Influence souple, un peu précieuse et qui rosit trop de perspectives dépouillées, mais saine, pacifiante, toute directe et proche de la terre, alliant le mystère imprévu des petites choses à la permanente présence des Mystères essentiels... Jammes est pour eux ce qu'est Fournier pour ceux de notre âge, le guide du domaine enchanté. Dès leur premier cahier, ils ont tenu à « avoir du Jammes ». C'est le Chant Sixième des *Géorgiques chrétiennes* où l'on retrouve un poète presque dépouillé qui leur verse cette ambrosie dont la seule vue les enivre :

*Automne qui répands de l'ombre à pleines mains  
Tu me réapparais au tournant du chemin.*

Lafon dessinera plus tard des silhouettes fines et légères où l'on sentira transparaître l'influence du poète d'Orthez. « Je vous vois toute de blanc vêtue près du grand jeune homme sur qui vos yeux se lèvent avec tendresse; à votre doigt brille un nouvel anneau. Derrière vous deux, l'automne s'enflamme pour passer en splendeur le renouveau. Les peupliers sont de hautes herbes d'or; une vigne vierge constelle le mur d'étoiles roses. Un lent chemin conduit à la maison, et les feuilles tombées sont belles, et douces à fouler comme des pétales... » Evoquant, une réunion chez Dumesnil, François Mauriac décéléra d'un trait l'atmosphère même des *Cahiers* : « Je pense à vous, ombrages de la Chesnaie, lorsque vous abritiez le frèreux Lamennais et que l'adulescent Charles de Montalembert, le jeune Henri Lacordaire, et Maurice de Guérin écoutaient passionnément cette voix orageuse. Mais ceux qui vivent les heures de Larsagne n'inclinent pas à l'hérésie. Ils parlent de l'Eglise avec cette passion de servir et d'obéir qui distingue notre génération posternée. Je me souviens d'un soir où Jammes évoqua Pie X entouré de ses cardinaux qui donnent leur avis. Le Pape regarde le crucifix, l'approche de ses lèvres, et lorsque c'est son tour de parler, commence par ces mots : « Voici ce que Notre-Seigneur Jésus-Christ m'ordonne de dire... »

C'est qu'en effet aux *Cahiers* on voulait servir et dans les rangs mêmes de l'Eglise, bien à sa place, calmement. Aucune trace d'affectation, rien de forcé dans les hymnes où se délient la douce adoration du cœur et la certitude de l'homme. *L'Heure de Midi*, ce roman de Valléry-Radot qui deviendra *l'Homme du Désir*, étend sur plusieurs fascicules cette paix ardente des dons complets où tout consonne dans une unique action de grâces. Heureuse époque que celle où une seule revue de jeunes peut réunir l'André Lafon de *l'Elève Gilles* et le Mauriac de *l'Enfant chargé de chaînes*, les forts accents de Robert Valléry-Radot traçant les lignes essentielles d'un *ordre intellectuel* à retrouver et à servir, les cadences pleines, sobres, émouvantes où Eusèbe de Brémond d'Ars délivre sa mélancolie :



*Hélas!... où sont passés les jours bleus des idylles,  
Les jardins des hameaux et la fleur des étangs.  
Le rossignol est mort au fond d'Ermenonville  
Et l'eau de la Nouette a rejoint le beau temps.  
... Nous n'irons plus, mon cœur aux bois d'Ile de France.*

Dans les seules années 1912, 13 et 14 que de promesses que la mort a fait avorter, que d'œuvres déjà pleines de cet éclat parfait qui distingue les livres durables. Aucune n'échappe aux rédacteurs des *Cahiers de l'Amitié de France*... Leur chronique de la peinture relève les noms de Maurice Denis et de Desvallières, alors inconnus, la revue des livres analyse avec une égale sympathie et des jugements nuancés les *Géorgiques chrétiennes* de Jammes, l'*Annonce faite à Marie* de Claudel, les *Etudes* de Jacques Rivière, le *Grand Meaulnes* d'Alain-Fournier et jusqu'aux vers de Jean-Marc Bernard épars çà et là, au hasard des publications éphémères. Ce n'est pas une, mais des revues vivantes que nous révélent les notes finales : de la *Revue de la Jeunesse* à la *Nouvelle Revue française*, de la *Semaine Littéraire* à la *Revue Hebdomadaire* les pages s'ouvraient aux jeunes efforts de ceux-là qui avaient juré de rendre la France à son Dieu.

Certaines lignes gardent encore en 1930 cette profonde actualité des analyses qui atteignent l'essentiel même de l'homme. Ainsi, à propos de l'*Enfant chargé de chaînes*, Robert Valléry-Radot est-il amené à tracer ces quelques phrases qui valent aujourd'hui plus que jamais :

## Les idées et les faits

### Chronique des idées

#### La crise de l'adolescence

Je termine provisoirement par l'examen de ce problème les articles consacrés ici au Congrès international de l'éducation familiale. Il ne s'en présente pas de plus important, de plus décisif : de la solution de ce problème dépend la destinée de l'homme. Toute la vie humaine sera marquée d'une empreinte indélébile, suivant la dominante qui l'emportera dans la période critique de l'adolescence. Et quand je dis : toute la vie humaine, j'entends bien ne pas la limiter à ce temps de l'épreuve terrestre mais l'étendre jusqu'aux perspectives de l'éternelle destinée.

Assurément, l'observation n'est pas neuve, il y a des siècles que la sagesse inspirée nous avertit de cette vérité : l'homme écouter ce que l'adolescent aura semé. Mais l'importance du problème a redoublé de nos jours, parce que la crise de la puberté s'est aggravée dans le milieu contemporain, parce que le trouble motif qui la caractérise est plus profond, parce que le déséquilibreomatique, intellectuel, sentimental de cette période de transformation d'où doit sortir l'homme fait est plus malaisé que jamais à redresser. A la croisée du chemin d'Hercule, la Vertu a multiplié ses rigueurs, le Vice ses provocations. L'âge ingrat est plus menacé qu'autrefois où les périls étaient restreints par l'armature traditionnelle, par les fortes disciplines du foyer, par l'exercice d'une autorité qui avait conscience de sa mission. Je ne juge pas notre époque, je ne la mets pas en balance avec d'autres, mais j'affirme que l'individualisme s'y émancipe de toute contrainte et que le mal, dépouillant toute réserve, ne se cache pas comme jadis, mais affiche audacieusement. La pudeur était le rempart de la vertu, le rempart s'est écroulé. Parmi les corrupteurs systématiques qui se sont acharnés à miner cette défense protectrice, il faut compter en premier lieu Anatole France qui s'est amusé à répéter sur tous les tons, surtout sur le ton lascif, que l'inventeur de la robe était l'inventeur du péché, qui a ridiculisé la pudeur en la réduisant à une question de centimètres, qui par son persiflage élégant et sa verve corrosive a tué dans beaucoup d'âmes le respect de soi, le sens de la dignité personnelle. Toutes ces semences audites jetées à pleines mains dans la littérature dont France et le type ont levé de nos jours en pornographie de l'image, en esthétique théorie du nudisme.

Et c'est au milieu de ces putridités dont notre atmosphère est saturée que doit se dénouer la crise de l'adolescence, c'est-à-dire décider la destinée immortelle.

« Il est un fait que nous devons reconnaître avec humilité, c'est que l'enseignement libre, malgré l'admirable dévouement de nos maîtres et leurs qualités exceptionnelles d'éducateurs, n'a pas porté tous les fruits qu'on espérait. Quelle est la cause de ce demi-avortement? C'est que nos rapports avec Dieu ne nous furent enseignés que sous forme de pratiques mécaniques, maladroïtement appuyées d'arguments apologétiques insuffisants. Dans la crainte d'être accusé d'empiéter sur les programmes de l'université, on ne nous montrait pas la vie religieuse comme devant animer et déterminer tous les mouvements de notre pensée et de notre cœur. La religion était une chose, et la science une autre, elle devaient vivre l'une à côté de l'autre sans se nuire, mais sans se pénétrer. » Jugements actuels comme la vérité et comme la faiblesse des hommes, on pourrait confier aujourd'hui à Jean Luchaire leurs perspectives de méditations! Et dans une autre controverse, à propos de France cette fois, Mauriac disait que ce nous avons dû reprendre en face des gidiens d'aujourd'hui : « Quand même Anatole France serait un rare écrivain, avant de lui appliquer l'épithète de Français, on eût dû considérer en lui non pas seulement l'artiste mais l'homme ».

Ainsi se trouvent encore actuels, après vingt cinq ans, des jugements à peine ébauchés dans la ferveur de la jeunesse. Est-il meilleur témoignage possible en faveur des principes vivants qui les ont dictés?

JEAN MAXENCE.

La grande différence entre autrefois et aujourd'hui, à cet égard, c'est qu'autrefois il y avait la famille, saine et solide, et qu'aujourd'hui la famille s'est désagrégée.

Or, c'est la famille que Dieu a préposée au gouvernement de l'adolescence; c'est à elle qu'incombe cette mission d'une délicatesse infinie, et sans doute, elle ne peut se passer dans son accomplissement de la collaboration de ceux qui par vocation sont directeurs des consciences, mais son rôle est capital et nul ne peut la suppléer impunément.

Telle est la question qui a été traitée supérieurement au Congrès de Liège par le très distingué professeur Janssens de l'Université de Liège, psychologue éminent doublé d'un père de famille modeste et par le D<sup>r</sup> M. Monsaingeon, président général de la Ligue des familles nombreuses de France, qui a présenté au Congrès le *Rapport général* sur la question et l'a exposé à la quatrième section avec une merveilleuse lucidité, avec la double compétence du docteur et du sociologue.

Il est une observation préliminaire qu'il importe de noter : c'est que, en cette matière la formation morale, le dressage de la conscience à la préséance sur la formation intellectuelle. Grave erreur de penser que des notions scientifiques soient suffisantes pour armer le jeune homme contre lui-même et que, partant, l'école suffise à la tâche. L'enseignement scolaire collectif est hérissé d'écueils. Sans doute, l'école a sa part dans l'éducation, il lui appartient surtout, pour canaliser les forces qui s'éveillent dans l'adolescent, apaiser l'inquiétude qui le tenaille, de donner un exutoire aux énergies naissantes par la discipline corporelle et la pratique du travail. Mais, le problème étant essentiellement d'ordre moral, il relève surtout de la famille, il ne peut se résoudre heureusement que dans un milieu parfaitement sain. C'est dans le milieu familial que la plante humaine rencontre les conditions normales de son développement. J'irai jusqu'à dire que la vie de l'internat, qui s'impose d'ailleurs en de multiples circonstances comme pis-aller ou nécessaire suppléance de la famille défaillante, n'apparaît pas en soi le régime par excellence de l'éducation juvénile. Et si je préconise le scoutisme comme une école de formation morale, c'est à la condition que soit sauvegardé ce principe : Le devoir du scout commence à la maison. Il me sera même permis d'établir ce critérium indispensable pour discriminer les œuvres multiples qui se disputent le concours de la jeunesse : les adopter, si elles se concilient avec l'esprit de famille et le favorisent; les rejeter impitoyablement, si elles sont antifamiliales; ne les tolérer que comme des béquilles si elles ne sont ni l'un ni l'autre, si la famille n'y trouve ni collaboration directe ni contradiction formelle. J'ose même dire que parmi les modalités très



variées de l'Action catholique elle-même, il y a un choix à faire pour l'adapter aux exigences de la vie normale du foyer. Songer à restaurer la société dans le Christ avant de travailler à rétablir le règne du Christ dans la famille, cellule génératrice du corps social, est une pure chimère.

\* \* \*

Le problème de la crise que traverse l'adolescent violemment sollicité par des forces contraires et ainsi exposé à perdre l'équilibre a été pleinement envisagé par M. le professeur Janssens, au triple point de vue physique, intellectuel et moral. Je me borne à l'analyse de ce magistral exposé, tel qu'il est présenté par M. Monsaingeon, en le resserrant au strict nécessaire.

*Crise physique.* — Période d'affermissement sexuel : la glande sexuelle tend à devenir le centre autour duquel se fera l'équilibre. Elle sera, jusqu'à la sénescence, le chef d'orchestre du rythme vital. Quoi d'étonnant si sa prédominance jette la perturbation dans l'organisme?

*Crise intellectuelle.* — Cette perturbation physique s'accompagne d'une transformation intellectuelle : coup de fouet où alourdissement, elle est toujours troublante. C'est l'heure de la révélation de soi à soi, d'une aperception nouvelle du monde extérieur. C'est l'âge des jugements absolus, à l'emporte-pièce, des brusques revirements, des contradictions soudaines. Le sursaut brutal de ces flux et reflux retentit sur tout l'organisme, particulièrement sur la sensibilité.

*Crise morale.* — Ainsi caractérisée par M. Janssens : état d'irritabilité, d'inquiétude, de mélancolie, sensation d'un besoin inassouvi en quête d'un objet ignoré; impression de n'être pas compris, repliement sur soi dans les rêveries de l'imagination; sentiment d'indépendance et de révolte contre le milieu familial.

*Crise sentimentale.* — « Tous ces sentiments, écrit M. Janssens, convergent et aboutissent à un besoin d'aimer en dehors du centre de la famille. C'est l'heure où un cœur ardent cherche un autre cœur, l'heure des attachements passionnés et irréflechés. »

Voilà les éléments de la crise et de la manière dont elle sera résolue sortira l'homme maître de soi et de sa destinée ou l'esclave de la convoitise et des passions. Redoutable bifurcation! Elle est grosse de conséquences éternelles.

Qui est habilité pour résoudre la crise? Les parents, eux seuls, en esth générale.

1. A eux de connaître leurs enfants, ce qui est plus difficile que de les aimer.

2. A eux de faire pénétrer dans les jeunes âmes l'éducation morale.

3. A eux encore d'instruire leurs enfants des problèmes de la vie et d'apaiser chez eux les préoccupations sexuelles.

1. Pour parvenir à connaître l'enfant, à le saisir dans le monde irréel où il vit, démêler ses mobiles secrets, savoir au juste ce qui se passe dans cet être qui est un microcosme, il faut observer, patiemment, affectueusement, s'éclairer des lumières des maîtres, accessoirement des parents, s'adresser surtout à l'adolescent lui-même. Pas de moquerie qui tuerait la confiance. Ne pas se faire de l'enfant qui évolue une idée immuable.

2. Dans l'éducation morale mettre la formation religieuse au premier rang : lois de crainte et d'amour, excellents points d'appui; principes de la religion naturelle, sentiments d'honneur, de dévoûment, précieux contreforts. Faire de la famille un centre d'attraction en ne cessant d'y renouveler la joie; un milieu vierge en bannissant, à l'insu de l'enfant, tout élément pervertisseur.

3. Dans l'ordre intellectuel, susciter les curiosités, s'arrêter à temps. L'initiation sexuelle ne peut être faite avec succès que par les parents. La science ne désensualise pas tout ce qu'elle touche; l'enseignement collectif le plus chaste est un excitateur pour les jeunes imaginations.

Tels sont les principes de solution de la redoutable crise. Reste à les réaliser.

1. Faire un corps sain à l'enfant doit préoccuper les parents dès avant sa naissance, même avant le mariage. Demander au travail manuel une précieuse diversion. L'école est chargée de l'éducation physique méthodique capable d'assouplir le corps au

rythme et à la discipline. Le scoutisme fournit, outre la formation de la volonté, une excellente occasion de fatigues corporelles bienfaisantes. Répudier avec énergie la prétendue culture physique intégrale par le nudisme qui est une ignoble dépravation. « Au nom des doctrines naturalistes, on est en train de pervertir le monde civilisé. »

2 et 3. Unir étroitement les points de vue intellectuel, moral et affectif. Joie, confiance, abandon : c'est à quoi il faut viser en s'adonnant à chaque heure de la vie adolescente.

Sur l'initiation sexuelle, M. Janssens abonde en judicieuses observations.

La famille nombreuse, avec la succession des naissances et les soins donnés aux plus jeunes par les aînés, est un principe d'initiation naturelle, sans phrases, par voie d'insinuation progressive.

Avant la crise, les parents y préparent l'enfant en imprégnant son esprit de principes de conduite, en lui inculquant les croyances religieuses qui fondent le devoir, en lui trempant le caractère en éduquant sa conscience d'une façon directe, en donnant certaines questions délicates une réponse telle que la confiance de l'interrogateur soit gagnée.

Ne jamais mentir à l'enfant. Aux tout petits les satisfaire par l'appel comparatif à la fleur, aux papillons, aux oiseaux. D'ordinaire, l'enfant se contente de peu. S'il est investigateur, donner aux explications un tour scientifique qui découragera souvent la curiosité par la complexité même du problème.

Les parents se défient-ils d'eux-mêmes, qu'ils se fassent suppléer par une compétence dûment avertie.

A l'heure de la crise, ne pas se laisser devancer par elle, ni par les camarades, mais y aller rondement. La mère qui a la pleine confiance de son enfant, est une parfaite initiatrice tout en se refermant dans la maternité. Elle trouvera des formules très simples : « quand j'attendais ta naissance », et autres semblables, qui suffiront à faire comprendre le rôle maternel, sans tomber jamais dans les détails choquants. Le rôle paternel sera abordé avec une délicatesse redoublée selon les réactions de l'enfant. La fille avertie par le drame physiologique qui se joue en elle reçoit d'une mère intelligente, les éclaircissements nécessaires à sa formation féminine.

Au père d'exposer à ses fils le rôle de la paternité et de promouvoir cela le ton qui convient, ni scientifique seulement, ni terre à terre, mais le ton d'un sincère enthousiasme pour célébrer la splendide participation de l'homme à la création divine. Au père d'opposer à l'amour charnel l'amour ennoblissant, l'amour du cœur et de l'esprit pour la femme digne d'être épouse et mère.

Au père de faire comprendre à ses fils que la chasteté est la sauvegarde de la race, que l'effort de domination déployé par l'individu retentit sur la postérité qui sortira de lui. Il est des pères, hélas, qui ne peuvent parler à cœur ouvert, parce que leur cœur renferme de trop tristes choses. « Il leur faut, dit M. Monsaingeon, une sainteté bien grande et une humilité bien profonde pour qu'ils osent se servir de leurs propres fautes pour garantir leurs fils de celles qu'ils commettraient. Je ne sais, a-t-il ajouté, si ces confessions d'un père sont possibles, mais sans doute elles doivent se faire à voix basse et avec une angoisse insupportable. Il me semble qu'alors elles doivent être la plus grave, la plus laborieuse et, peut-être, la plus profitable leçon. » Mais, il est que la pureté de la mère doit toujours rester au-dessus de tout soupçon.

Quel admirable exposé! Quelle solution intégrale donnée à la crise de l'adolescence!

Ainsi, dans la famille, la famille normale et unie, s'entend, l'enfant est apaisé sans qu'on laisse rien dans l'ombre, en volant sans cesse les précisions physiologiques troublantes; le cœur est apaisé parce qu'il est averti que l'attrait sensuel peut être vaincu par le grand amour; les sens sont apaisés par une discipline corporelle qui s'ajoute aux disciplines morales.

Que peut-on objecter à ce plan? Qu'il est difficilement réalisable, qu'il requiert sagesse, dévoûment, renoncement, un tact supérieur, autant de cœur que de perspicacité? Ah! sans doute, mais la preuve est faite que ce plan n'est réalisable que dans la famille modèle et par la famille, et celle-là a le droit de compter sur



## FRANCE

## De la langue à la nation

*Nous avons signalé déjà le livre remarquable de M. René Gillouin : De l'Alsace à la Flandre. Reproduisons ici ce que M. Gonzague Truc a écrit de cet ouvrage dans Comœdia :*

Il y a des livres, peu nombreux, dont il sort, dès qu'on les ouvre, une impression de lumière. Il faut ainsi parler de l'œuvre entière de M. René Gillouin et tout particulièrement de sa dernière étude sur l'Alsace, la Flandre, et le « mysticisme linguistique ». C'est un signe des temps que de tels livres soient écrits et qu'il n'en soit pas tenu compte.

M. René Gillouin est assez bon philosophe pour dominer son sujet et, à la fois, par la vertu de cette haute pénétration, en marquer tous les détails. Il a su jusqu'où menait le problème des langues. La langue, d'après certains principes germaniques, suffirait à déterminer la patrie. Aux théoriciens restés de cet avis, il n'y avait, depuis 1870, qu'à montrer l'Alsace. En réalité, un pays est quelque chose de plus complexe.

En réalité aussi, d'autre part, cette question ou cette discussion peut passer à une virulence désastreuse et M. Maurras lui-même a dénoncé un « certain fanatisme de la langue natale » dont il importe de prévenir les excès. M. René Gillouin estime que le meilleur moyen de pourvoir à ce dernier soin est de céder à temps et avec mesure à une force incoercible. Il loue donc les Belges d'avoir accordé à la Flandre une université flamande et conclut par cet avertissement plein de sagesse :

« Faire vivre ensemble dans le cadre d'un même Etat, des populations de langue et de cultures différentes, leur permettre de concilier dans leur esprit et dans leur cœur l'amour de la petite patrie et la fidélité à la grande, c'est le problème vital qui s'impose à l'Europe d'aujourd'hui et de demain : il ne dépasse peut-être pas les ressources de l'art poétique, mais il les réclame entiers. »

M. René Gillouin ne craint pas de montrer comment ce problème a été traité, sinon résolu, pour l'Alsace. On est allé jusqu'à cette limite où l'erreur touche à la catastrophe. A un pays ayant trois fois changé de maître en trois siècles et demeurant attaché avec passion à un idiome et à une croyance propres, on a proposé de se rendre identique, de tout point et tout à coup, à une très vieille nation, de recevoir une foi nouvelle. Car il ne s'agit de rien de moins que de cela. On le sait, la France, depuis quelque soixante-quinze ans, mettant au point et achevant d'exploiter les conquêtes du siècle dernier et des temps « modernes », s'est donné, avec la République, une religion nouvelle. Cette religion a ses dogmes, ses rites, ses prêtres, le corps enseignant, et même son nom : le laïcisme. Elle a aussi son intolérance, et des appétits particuliers. Nous sommes « laïques » et nous voudrions que le monde entier le fût ; il nous fâche qu'il y ait Mussolini en Italie et il nous fâche davantage qu'il y ait un Pape quelque part. Les Alsaciens nous revenaient : allions-nous supporter qu'ils fussent arriérés au point d'aller encore à la messe ? Nous avons voulu leur envoyer, pour les débarbouiller de leur obscurantisme, nos maîtres d'école. Ces hommes pleins de science et de zèle leur ont démontré que Jeanne d'Arc et sainte Thérèse étaient les deux plus grands hystériques de l'histoire. Et nous nous vons par surpris qu'ils ne fussent pas contents.

M. René Gillouin est d'un esprit trop avisé pour ne pas avoir aperçu la raison dernière de tant de fautes et de tant de sottises. Cette raison n'est pas ailleurs que dans le démocratisme ou la démocratie. La démocratie, essentiellement unificatrice, est par conséquent destructrice, la vie se marquant dans le corps social organique par la différenciation. Le caractère tout original de l'Alsace n'avait pas d'importance sous l'ancienne monarchie, nous dit notre historien, « parce que les Etats de cette époque ne se préoccupaient nullement d'imposer leur culture à leurs conquêtes » et que le nationalisme linguistique « n'avait pas encore commencé sa carrière » et non plus la démocratie. Le pouvoir central se contentait de lever des troupes et de percevoir l'impôt. Il laissait les gens à leurs habitudes et, s'il songeait à gagner les esprits, il dressait à la classe cultivée où s'inscrivait l'âme de la province. puis, ajoute M. Gillouin, et ces quelques petites lignes en disent long : « Les masses ont pris conscience d'elles-mêmes, ont cessé de reconnaître dans leurs élites, se sont constituées, dans bien des cas, en opposition avec elles... »

La leçon de l'expérience, à propos de l'Alsace, a été assez vive pour qu'on se soit arrêté à temps. La menace pèse toujours. Comment prévenir, cependant, d'irréremédiables divorces, comment accorder ces gens qui, à la lettre, ne s'entendent pas, comment réaliser entre la grande et la petite patrie un idéal non de confusion mais de subordination ? M. René Gillouin a son système, son remède. Il se prononce contre la centralisation « jacobine » et pour un certain autonomisme intellectuel, propre à ranimer les provinces, à de nouveau en faire des personnes sociales. On travaille, lui semble-t-il, à rebours d'une pareille œuvre. Notre école primaire, par exemple ce terrible instrument d'unification, ruine toute originalité locale et taille tous les Français sur le même patron. « Elle tue la poésie, dit-il, elle tue aussi, bien entendu, la religion. Elle tue la fécondité. »

Contre de tels ravages a tenté de réagir, dans les pays de langue d'oc, le mouvement mistralien. Mais faute de défense, on a vu la Bretagne, par suite de « l'extrême perméabilité des masses », céder peu à peu aux « idées subversives ». Dans nos Flandres, d'autre part, l'interdiction du flamand entraînait et la « désaffection à l'égard du catholicisme », et la décadence de cet esprit d'association qui définissait l'état social du pays et le rapprochait de la Belgique. Partout, enfin, la maladie et une prompt mort suivent le triomphe de l'uniformité.

Nous ne saurions ajouter grand chose à cet accablant réquisitoire. Plus hardi, cependant, et moins optimiste que M. Gillouin, nous voyons en tant de ruines menaçantes l'effet inévitable des excès et de l'erreur du monde moderne, nous n'espérons en aucun remède. L'esprit provincial est bien mort et, à certains égards, il était bon qu'il mourût ; de vieilles mœurs ont entraîné sans injustice dans leur désuétude de vieilles tyrannies. Le monde marche bien à un effacement de toute différence, à un nivellement où il perdra l'originalité d'abord, puis l'existence. A moins que des forces cachées ou redevenues latentes ne ménagent des renaissances qu'il faudra peut-être payer cher.

Louons toutefois M. René Gillouin de son courage et de son talent. C'est un moraliste averti, clair et disert qui n'ennuie jamais, disant même les choses les plus graves et sait marquer le mal de traits vengeurs. Il mérite et il lui faut souhaiter, pour le bien même du public, un vaste public, et s'il ne l'a point, il ne faut s'en prendre qu'à la paresse où s'abandonnent nos contemporains dès qu'on leur propose quelque pensée.

## TCHÉCOSLOVAQUIE

## La situation des catholiques

*Le correspondant tchécoslovaque du Temps, M. Georges Marot, a envoyé à son journal, sur « Mgr Sramek et l'attitude des catholiques », l'intéressante lettre que voici :*

Répondant aux félicitations qui lui étaient offertes à l'occasion de son soixantième anniversaire, Mgr Sramek, chef des catholiques tchèques, vient de prononcer un petit discours plein d'intérêt et de sens. « Nous voulons, a-t-il dit, christianiser la nation. Étant donné les conditions spéciales de notre pays, c'est là une tâche audacieuse. Mais les grandes œuvres ne se réalisent pas en un jour : elles demandent du temps pour mûrir. Il ne faut pas nous laisser décourager par des échecs momentanés. Nous en connaîtrons beaucoup encore, mais avec de la persévérance nous finirons par triompher. Armons-nous de patience, armons-nous de zèle et de courage, et nous réussirons à christianiser une partie de plus en plus considérable de la nation. »

On ne saurait allier plus de modération à un langage plus résolu. Mais il faut connaître les conditions psychologiques faites au catholicisme en Tchécoslovaquie, et plus particulièrement en Bohême, pour discerner le sens exact de ces paroles. Rapprochons-nous de la définition que Mgr Sramek donnait, il y a quelques semaines, de la position de son parti dans la politique tchécoslovaque. « Toute notre action, disait-il, se règle sur les intérêts généraux du pays. Nous sommes un parti de réformisme social et de solidarité nationale. Il importe que la nation sache qu'elle peut compter sur les catholiques en toute circonstance et en tout état de cause. Après le labeur désintéressé que nous avons fourni pour le bien de la Tchécoslovaquie depuis douze années, la plus



grande partie de l'opinion fait aujourd'hui confiance à notre loyalisme. Il est indispensable qu'elle nous continue cette confiance dans l'avenir. »

Ces deux textes disent assez bien ce qu'est la situation des catholiques au pays de Jean Huss. Cette situation est celle d'une minorité. En effet, si la proportion des fidèles de l'Eglise romaine s'élève aujourd'hui encore, après les défections du lendemain de la guerre, à près de 80 % de la population tchèque, une grande partie de ces catholiques ne le sont que de nom. Ce n'est pas que le peuple tchèque soit resté très ardemment hussite, mais les luttes religieuses et politiques dont la terre de Bohême a été le théâtre ont incorporé à son sentiment national une méfiance atavique envers l'Eglise et ses représentants. Entre un catholicisme imposé du dehors à la nation vaincue et le souvenir d'un passé d'hérésie, mais aussi de liberté et de prestige, la partie était trop inégale. Depuis la seconde moitié du siècle dernier, Rome et Vienne ont été confondues, aux yeux de la majorité des Tchèques, dans un même sentiment d'hostilité.

De plus, dirigé par un épiscopat étranger à la nation, le catholicisme tchèque se ressentait de ses attaches avec le régime qui avait asservi la Bohême et qui s'efforçait de la germaniser, de détruire en elle la conscience nationale. Il avait ainsi fini par être solidarisé en quelque manière avec le pouvoir, dont il subissait par surcroît l'influence lénifiante, alors que le reste du peuple tchèque trouvait dans la lutte contre Vienne une saine école d'énergie et de discipline.

A la veille de la guerre, les catholiques de Bohême étaient presque isolés parmi leurs compatriotes, tenus à l'écart et comme en marge de la vie du pays. L'épreuve de 1914 devait les trouver au surplus profondément divisés, sans chefs véritables, sans même le souvenir d'un grand nom qui, comme celui de Mgr Strossmayer, en Croatie, eut un prestige à la fois national et religieux. En Moravie, une partie de la presse catholique demeura fidèle à l'Autriche jusqu'à la fin. Dans l'ensemble cependant, et au fur et à mesure que le sens de la guerre se précisait, les catholiques tchèques se ralliaient à la cause nationale. Au moment de la libération, les décisions capitales des chefs politiques du pays furent prises d'un commun accord entre tous les partis. Cependant des griefs et des rancunes subsistaient. Ainsi les catholiques n'eurent dans le premier gouvernement de la République, présidé par M. Kramar, qu'un ministre sans portefeuille.

Les socialistes, dont le rôle était alors dominant, et avec eux beaucoup de démocrates et de libéraux, pensaient que la libération nationale devait entraîner, par une conséquence naturelle, l'affranchissement du pays de toute influence clérical. A leurs yeux la chute d'une domination politique exercée devait nécessairement aller de pair avec la disparition de tout ce qui, de près ou de loin, pouvait la rappeler. C'est alors que se donnent libre cours les tendances anticléricales qui travaillaient le peuple tchèque depuis une trentaine d'années. « *Après Vienne, c'est le tour de Rome de payer ses crimes!* » « *Rome doit être jugée et condamnée par la nation!* » tels étaient les mots d'ordre, à Prague, au lendemain d'octobre 1918. Dans la population passe une vague de colère contre l'Eglise, une houle soudaine qui, avant de se retirer, entraîne la défection d'un million de fidèles et de quelque deux cents prêtres, qui vont fonder une Eglise nationale tchécoslovaque. Cependant le souffle manquera bientôt à ce mouvement et, la tempête une fois passée, bien des catholiques jugeront que la crise, en éclaircissant leurs rangs, les a épurés. Elle n'en avait pas moins montré combien nombreux étaient, parmi eux, les tièdes et les hésitants.

Aujourd'hui encore le catholicisme porte en Bohême le poids du lourd héritage que constitue pour lui la situation fautive ou il se trouvait sous l'ancien régime. Il s'efforce avec persévérance — et bonheur — de combler le fossé que le passé a creusé entre lui et le sentiment national, de recréer l'unité spirituelle de tous les Tchèques. Il sent aussi vivement la nécessité de se régénérer par le dedans, de sortir de l'ornière bureaucratique, de ce formalisme sans âme où il avait versé en Autriche depuis les malencontreuses réformes ecclésiastiques de Joseph II. Cet effort est évidemment malaisé et demande du temps pour porter ses fruits. Des observateurs non prévenus estiment que l'on trouve encore assez peu en Bohême de ces édifiantes vocations de prêtres, de ces purs dévouements chrétiens et de cette intense vie spirituelle dont on voit tant d'exemples en France et ailleurs.

A cet égard la libération du pays a été un bienfait pour les

catholiques tchèques. Ils avaient payé cher la fallacieuse protection qu'ils recevaient de l'Autriche. Ils n'ont rien perdu à être privés de ce compromettant appui. Ils y ont gagné, au contraire, de pouvoir désormais manifester en tout désintéressement leur attachement à la nation, et aussi de pouvoir se consacrer au soin des âmes dans des conditions plus favorables que par le passé. Le clergé catholique ayant aujourd'hui avec l'Etat les mêmes liens que toutes les autres Eglises du pays, les suspicions auxquelles il se heurte encore ne peuvent plus que l'exhorter à redoubler de zèle apostolique, à sortir toujours davantage de cette demi-passivité à laquelle il semblait jadis condamné.

D'ailleurs les campagnes anticléricales ont cessé. Le temps n'est plus où l'un des chefs socialistes, en pleine Assemblée nationale, apostrophait Mgr Sramek en ces termes cavaliers : « On te fera déguerpir d'ici, pope noir! » Aujourd'hui Mgr Sramek est ministre, après avoir même assuré, pendant une assez longue période, la présidence intérimaire du gouvernement. Et son groupe a été représenté, sans que personne y eût jamais trouvé à redire, dans tous les ministères qui se sont succédés au pouvoir depuis 1921. La séparation de l'Eglise et de l'Etat, avec beaucoup d'autres mesures anticléricales, a pu être empêchée par les catholiques, tandis qu'un *modus vivendi* venait, à la satisfaction mutuelle, mettre fin à d'irritants conflits entre la République et le Saint-Siège. Enfin, par sa position centrale dans la topographie parlementaire du pays, le parti de Mgr Sramek a été parfois l'arbitre entre les groupes de la majorité, situation avantageuse dont il n'a pas voulu abuser. Jamais, a-t-on pu dire, la part des catholiques dans la vie du pays n'a été plus grande qu'en ces dernières années. A quoi il faut ajouter qu'il ne viendrait aujourd'hui à personne l'idée de suspecter leur loyalisme.

Ces changements considérables s'expliquent à coup sûr par une réaction naturelle de l'opinion après la fièvre anticléricale du début. Mais ils sont dus aussi, pour une très grande part, à la politique de Mgr Sramek. On l'a constaté plus d'une fois : les catholiques en Bohême n'ont rien à gagner et tout à perdre à susciter un *Kulturkampf*. Au lendemain de la guerre, et dans l'état où se trouvaient alors les forces catholiques, la faute eût été plus grave jamais. On l'a bien vu lors du schisme de l'Eglise nationale tchécoslovaque, qu'un peu plus de diplomatie de la part de l'archevêque de Prague eût sans doute pu prévenir.

Or, il s'est trouvé que Mgr Sramek était exactement le chef dont avait besoin le parti catholique en cette période troublée. D'abord, son passé était irréprochable du point de vue national. Mgr Sramek a même montré, au cours d'une carrière de prêtre qui ne fut pas toujours facile, un certain courage à affronter les rigueurs d'un haut clergé de tendances germaniques. Ensuite, son caractère se prêtait admirablement au rôle qu'il devait jouer. Il fallait, à la tête du parti catholique, tout le contraire d'un tribun populaire : un temporisateur, un négociateur patient et souple, un homme porté par nature à la conciliation. Mgr Sramek, heureusement, possède toutes ces qualités. Répugnant aux solutions radicales, il a élevé la politique des compromis — et même de marchandages — à la hauteur d'un principe. Tout comme l'Eglise il est prudent et sans hâte. Sa placidité est proverbiale. On raconte qu'au plus fort de la campagne anticléricale, une voix indignée lui cria à la Chambre, tandis qu'il occupait la tribune : « Qu'est-ce donc qui nous a brûlé Jean Huss? » Mgr Sramek, tournant vers l'interrupteur son regard tranquille, répondit avec simplicité : « Pas moi. »

Impossible d'être moins démagogue que ce prêtre aux allures modestes, qui pèse avec soin ses moindres paroles et se complait dans une solitude où il n'a pour toute compagnie que son bréviaire. Il se condamne par son attitude à décevoir une partie de ses troupes à mécontenter les impatients de son parti. Cependant, sa politique est la plus sage. Elle tend tout entière à dissiper la méfiance invétérée de la plupart des Tchèques envers le catholicisme, et à restituer à celui-ci, en Bohême, la sécurité intime, les étroites attaches nationales qu'on lui voit ailleurs. Mgr Sramek s'est consacré à cette tâche avec la ténacité qui lui est propre. Et déjà l'on peut constater les résultats de cette politique opportuniste au meilleur sens du mot, politique qui, tout en ménageant les sentiments de la majorité non catholique du pays, prépare les réconciliations nécessaires par une attitude de parfait dévouement aux intérêts nationaux.